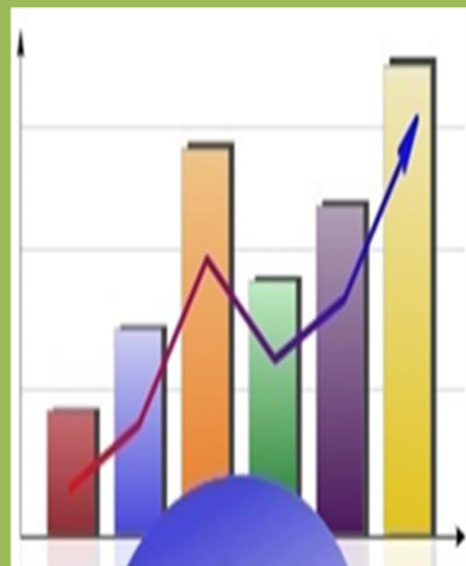


**Ministère de l'Économie, des
Finances et du Développement**

Tableau de Bord Statistique

*De
L'Économie et des Finances*

2020



Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles

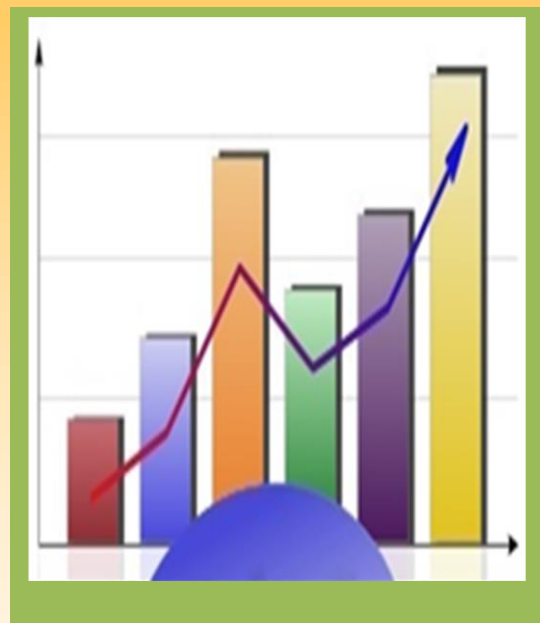
Août 2021

**Ministère de l'Économie, des
Finances et du Développement**

Tableau de Bord Statistique

*De
L'Économie et des Finances*

2020



Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles

Août 2021

AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie, des finances et du développement (MINEFID) s'est engagé à améliorer son système d'informations statistiques afin de contribuer à une meilleure prise de décisions et de faciliter l'accès du public aux statistiques économiques et financières de qualité. La disponibilité de ces statistiques constitue donc un défi majeur pour mon département.

A ce titre, mon département produit annuellement un Tableau de bord de l'économie et des finances (TBEF) après l'élaboration de l'Annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF), afin de renforcer l'information statistique au sein du ministère.

Le Tableau de bord de l'économie et des finances 2020 neuvième édition, analyse l'évolution des principaux indicateurs de l'économie et des finances contenus dans l'ASEF sur la période 2011-2020. Il constitue un guide pour les acteurs(ice)s du développement dans leur analyse de la situation économique et financière du pays dans les différents domaines.

Je me réjouis de la régularité de la production du TBEF ainsi que des délais dans lesquels le document est produit, ce qui permettra sans nul doute aux différents utilisateurs de disposer à temps des informations statistiques de qualité dans le domaine de l'économie et des finances.

Je reste conscient des efforts fournis par l'ensemble des collaborateur(ice)s pour la production de ce document et nous espérons qu'il répondra aux attentes des différents acteur(ice)s du développement et aidera, d'une part, à une compréhension approfondie de l'évolution de la situation économique et financière du Burkina Faso et, d'autre part, à une meilleure planification des actions de développement.

Au regard de l'importance que revêt le présent document, j'invite l'ensemble des structures à conjuguer davantage leurs efforts afin de relever les défis qui s'imposent au ministère en matière de productions statistiques. Je les exhorte également à s'approprier ledit document et à travailler continuellement à garantir la qualité des données relevant de leur domaine et la fiabilité de notre système statistique sectoriel.

Aussi, j'adresse mes sincères remerciements à l'ensemble des acteur(ice)s qui n'ont ménagé aucun effort pour la production du présent document.

**Le Ministre de l'économie, des finances et du
développement**

Lassané KABORE
Officier de l'Ordre de l'Étalon

TABLE DE MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	4
TABLE DE MATIÈRES.....	5
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
LISTE DES TABLEAUX	7
LISTE DES GRAPHIQUES	8
RESUME EXECUTIF	10
INTRODUCTION.....	12
I. GÉNÉRALITÉS	13
I.1 Situation socio-démographique	14
I.2 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et du développement	16
I.3 Budget du Ministère de l'économie, des finances et du développement	18
II. SECTEUR RÉEL.....	20
II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB)	21
II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB)	23
III. SECTEUR MONÉTAIRE	25
III.1. Situation monétaire	26
IV. SECTEUR EXTÉRIEUR.....	28
IV.1 Situation de la Balance des Paiements	29
IV.2 Situation du commerce extérieur.....	30
V. FINANCES PUBLIQUES.....	33
V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires.....	34
V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires	36
V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses).....	38
V.4 Opérations Financières de l'État (soldes caractéristiques).....	40
V.5 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette)	42
V.6 Situation globale de l'Aide Publique au Développement	46
V.7 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature	48
V.8 Évolution des recettes et des dépenses des conseils régionaux.....	50
VI. AUTRES STATISTIQUES DU MINEFID	52
VI.1 Indicateurs de la surveillance multilatérale	53
VI.2 Situation d'exécution des marchés publics.....	55
VI.3 Indicateurs des Systèmes Financiers Décentralisés	57
CONCLUSION	60
GLOSSAIRE	61
CHIFFRES CLES DU SECTEUR « ECONOMIE ET FINANCES »	72

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
APD	Aide Publique au Développement
APFI	Association Professionnelle de la Finance Inclusive
ASEF	Annuaire Statistique de l'Économie et des Finances
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CNE	Caisse Nationale d'Épargne
CNPE	Comité National de Politique Économique
DDP	Direction de la Dette Publique
DGB	Direction Générale du Budget
DG-CMEF	Direction Générale du Contrôle des Marchés publics et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DGD	Direction Générale des Douanes
DGDT	Direction Générale du Développement Territorial
DGEP	Direction Générale de l'Économie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Études et des Statistiques Sectorielles
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
FOB	Free On Board (Sans frais à bord)
IDH	Indice de Développement Humain
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MINEFID	Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCPB	Réseau des Caisses Populaires du Burkina
RGPH-V	Cinquième Recensement Général de la Population et de l'Habitation
SFD	Système Financier Décentralisé
SIFIM	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
TBSEF	Tableau de Bord statistique de l'Économie et des Finances
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
VAN	Valeur Actualisée Nette
XBS	Exportation des Biens et Services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe	15
Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain	15
Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance	15
Tableau I.4 : Structure de l'effectif du personnel par catégorie en 2020 (%)	17
Tableau I.5 : Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (%)	19
Tableau II.1 : Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (%)	22
Tableau II.2 : Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut	22
Tableau II.3 : Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (%)	24
Tableau III.1 : Variation des principaux agrégats monétaires (%)	27
Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA)	27
Tableau III.3 : Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (milliards FCFA)	27
Tableau IV.1 : Variation des soldes de la Balance des paiements (milliards FCFA)	30
Tableau IV.2 : Évolution de la variation des composantes de la balance des biens (milliards FCFA)	32
Tableau V.1 : Taux de réalisation des recettes budgétaires (%)	35
Tableau V.2 : Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (%)	35
Tableau V.3 : Taux d'accroissement des dépenses exécutées (%)	37
Tableau V.4 : Taux de progression des opérations de recettes de l'État (%)	39
Tableau V.5 : Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (%)	39
Tableau V.6 : Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (milliards FCFA)	41
Tableau V.7 : Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (%)	43
Tableau V.8 : Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (%)	43
Tableau V.9 : Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (%)	43
Tableau V.10 : Évolution des principaux ratios d'endettement	45
Tableau V.11 : Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%)	47
Tableau V.12 : Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (%)	47
Tableau V.13 : Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (%)	47
Tableau V.14 : Évolution de la part contributive de l'Aide Publique au Développement par groupe donateur	47
Tableau V.15 : Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)	49
Tableau V.16 : Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)	49
Tableau V.17 : Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (%)	51
Tableau V.18 : Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (%)	51
Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)	54
Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)	54
Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation	56
Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (milliards FCFA)	56
Tableau VI.5 : Indicateurs des systèmes financiers décentralisés	58

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique I.1: Structure par âge et par sexe de la population en 2019	15
Graphique I.2: Évolution du taux d'accroissement naturel (%)	15
Graphique I.3: Évolution de l'effectif du personnel du ministère	17
Graphique I.4: Évolution du taux de féminisation du Ministère	17
Graphique I.5: Répartition du personnel par groupe d'âge en 2020	17
Graphique I.6: Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2020 (%)	17
Graphique I.7: Répartition du personnel par région en 2020	17
Graphique I.8: Évolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (millions FCFA)	19
Graphique I.9: Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (millions FCFA)	19
Graphique I.10: Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2020 (%)	19
Graphique I.11: Répartition des dotations budgétaires par programme en 2020 (%)	19
Graphique II.1: Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (milliards FCFA)	22
Graphique II.2: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2020 (en point de %)	22
Graphique II.3: Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel (%)	22
Graphique II.4: Évolution du PIB réel/habitant (milliers FCFA)	22
Graphique II.5: Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (milliards FCFA)	24
Graphique II.6: Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (%)	24
Graphique II.7: Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %)	24
Graphique III.1: Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA)	27
Graphique III.2: Évolution des composantes de la masse monétaire (milliards FCFA)	27
Graphique IV.1: Évolution du compte des transactions courantes et ses composantes (milliards FCFA)	30
Graphique IV.2: Évolution de la structure du compte financier et ses composantes (milliards FCFA)	30
Graphique IV.3: Évolution du compte de capital et ses composantes (milliards FCFA)	30
Graphique IV.4: Évolution du solde global de la balance de paiement	30
Graphique IV.5: Évolution des principaux produits d'exportation (% des exportations totales)	32
Graphique IV.6: Évolution du solde commercial (milliards FCFA)	32
Graphique IV.7: Évolution du taux de couverture (%)	32
Graphique V.1: Évolution de la structure des recettes (%)	35
Graphique V.2: Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (milliards FCFA)	35
Graphique V.3: Évolution de quelques nature de recettes recouvrées (milliards FCFA)	35
Graphique V.4: Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (milliards FCFA)	35
Graphique V.5: Évolution de la structure des dotations de dépenses budgétaires par grande catégorie (%)	37
Graphique V.6: Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (milliards FCFA)	37
Graphique V.7: Évolution des taux d'exécution des dépenses par grande catégorie (%)	37
Graphique V.8: Évolution des recettes totales et dons	39
Graphique V.9: Évolution des dépenses par composante (milliards FCFA)	39
Graphique V.10: Évolution du solde global base engagement et du solde global base caisse (milliards FCFA)	41
Graphique V.11: Structure de la dette intérieure par institution en 2020	43
Graphique V.12: Évolution de l'encours de la dette publique (milliards FCFA)	43
Graphique V.13: Évolution du service de la dette publique (milliards FCFA)	43
Graphique V.14: Évolution de l'encours de la dette/PIB	45
Graphique V.15: Évolution du service de la dette/Exportation	45
Graphique V.16: Évolution du service de la dette/Revenu	45
Graphique V.17: Évolution de l'APD (millions \$US)	47
Graphique V.18: Structure de l'APD selon le groupe de donateur (millions \$US)	47
Graphique V.19: Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (milliards FCFA)	49
Graphique V.20: Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (%)	49
Graphique V.21: Évolution des recettes et dépenses des régions (millions FCFA)	51
Graphique V.22: Évolution du taux d'absorption global des régions (%)	51
Graphique VI.1: Évolution du taux de pression fiscale (%)	54
Graphique VI.2: Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales (%)	54
Graphique VI.3: Évolution de la structure des marchés publics en volume par type (%)	56
Graphique VI.4: Évolution des marchés publics conclus en valeur par type (milliards FCFA)	56

Graphique VI.5 : Répartition des marchés publics conclus en volume en 2020 par mode de passation (%)	56
Graphique VI.6 : Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2020 par mode de passation (%)	56
Graphique VI.7: Evolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (milliards FCFA)	58
Graphique VI.8: Evolution du profil des clients /membres des SFD (%)	58
Graphique VI.9: Répartition des points de services agréés de SFD par région en 2019	58

RESUME EXECUTIF

Le Tableau de bord statistique 2020 de l'économie et des finances analyse l'évolution des principaux indicateurs contenus dans l'Annuaire statistique 2020 regroupés dans cinq domaines : (i) secteur réel, (ii) secteur monétaire, (iii) secteur extérieur, (iv) finances publiques et (v) autres statistiques du ministère.

Secteur réel : en 2020, l'activité économique a enregistré une décélération de son rythme de croissance pour s'établir à 1,9% contre 5,7% en 2019. Cette croissance a été tirée par les secteurs secondaire (+12,2%) et primaire (+5,1%), le secteur tertiaire s'étant contracté de 5,5%.

Secteur monétaire : la situation monétaire du Burkina Faso à fin décembre 2020 a été marquée par une hausse des Actifs extérieurs nets de 31,5%, des créances intérieures de 10,2% et des passifs non monétaire de 17,0%, induisant un accroissement de la masse monétaire de 722,80 milliards FCFA, soit une hausse de 17,8% contre 9,1% en 2019.

Secteur extérieur : le compte des transactions courantes afficherait un solde excédentaire de 326,65 milliards FCFA en 2020 suite à l'amélioration de l'excédent de la balance commerciale et de celle des services. Le solde du compte de capital ressortirait excédentaire de 211,62 milliards FCFA, en hausse de 68,0%. L'ensemble des transactions avec le reste du monde afficherait un solde global excédentaire de 475,13 milliards FCFA contre 67,41 milliards FCFA en 2019.

Finances publiques

➤ Recettes et de dépenses de l'Etat

En 2020, les recettes totales et dons se sont établis à 1 975,34 milliards FCFA, enregistrant une amélioration de 93,37 milliards FCFA par rapport à 2019, soit un taux d'accroissement de 5,0%. Sur la période 2011-2020, ils ont connu une tendance haussière, passant de 1 047,29 milliards FCFA à 1 975,34 milliards FCFA, avec une progression annuelle moyenne de 7,3%.

Les dépenses totales et prêts nets ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 8,8%. Cette tendance est imprimée par les dépenses totales qui sont passées de 1 163,39 milliards FCFA en 2011 à 2 504,30 milliards FCFA en 2020, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 8,9%.

➤ Soldes caractéristiques des opérations financières de l'Etat

Le solde global base engagement s'est détérioré de 229,16 milliards FCFA en 2020. S'agissant du solde courant, il est déficitaire de 65,23 milliards FCFA contre un excédent de 103,21 milliards FCFA en 2019.

➤ Dette publique

En 2020, l'encours de la dette a connu un accroissement de 20,4% par rapport à 2019. Sur la période 2011-2020, l'encours de la dette publique est passé de 1 459,57 milliards FCFA à 4 777,67 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 14,2%.

Le service de la dette s'est établi à 558,53 milliards FCFA en 2020 contre 345,07 milliards FCFA en 2019, soit un taux d'accroissement de 61,9%. Sur la période sous revue, le service de la dette est en constante progression avec un taux d'accroissement annuel moyen de 27,8%.

➤ Aide Publique au Développement

En 2020, le montant de l'APD s'est établi à 2 141,66 millions \$US en hausse exceptionnelle de 38,3% par rapport à 2019. L'APD a cru à un rythme de 6,5% par an sur la période 2011 à 2020. Elle est dominée, selon l'instrument de financement par l'aide projet (70,1%) et selon la nature de financement par les dons (74,2%). L'aide multilatérale (58,5%) est prédominante.

Le ratio « APD/PIB nominal » est ressorti à 11,9% en 2020. Sur la période, il a connu une évolution discontinue et s'affiche en moyenne annuelle de 9,0%. Le ratio « APD/habitant » est ressorti à 57 320 FCFA par habitant et se situe au-dessus de la moyenne annuelle de 36 967 FCFA par habitant de la période sous revue.

Autres statistiques du ministère

➤ Situation des marchés publics

En 2020, 970 marchés ont été conclus et représentent en valeur 323,52 milliards FCFA. Par rapport à 2019, les marchés conclus ont enregistré une hausse de 8,9% en volume et 14,6% en valeur.

➤ Suivi des indicateurs de la surveillance multilatérale

Du profil des indicateurs macroéconomiques du Burkina Faso en 2020, il ressort une détérioration du ratio du solde budgétaire global, dons compris (base engagement) de 3 points de pourcentage, des hausses du ratio masse salariale sur recettes (+5,9 points de pourcentage) et du ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal (+4,9 points de pourcentage) par rapport à 2019.

➤ Situation des Systèmes financiers décentralisés

En 2020, trois (03) SFD ont obtenu leur agrément. Le nombre de membre ou client est de 1 560 437 en hausse de 141 211 membres/clients (+10,0%). L'encours de l'épargne a augmenté de 21,7% pour atteindre 305,53 milliards FCFA et celui du crédit s'est établie à 227,70 milliards FCFA (+13,1%). Le portefeuille à risque a continué à se dégrader en 2020.

INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme statistique national et du plan de travail 2020 du MINEFID, la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS), conformément à ses attributions, a produit la neuvième édition de l'annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF). Ce document compile les données sur les dix (10) dernières années pour les mettre à la disposition des utilisateurs des statistiques du secteur.

La DGESS produit également un Tableau de bord statistique de l'économie et des finances (TBEF) qui analyse les principaux indicateurs de l'ASEF afin de mieux appréhender la situation des différents domaines économiques et financiers.

Dans le but d'assurer la pertinence des analyses, cette neuvième édition du TBEF a été élaborée comme les éditions précédentes, suivant une démarche participative à travers l'implication de personnes ressources et des correspondants statistiques de la DGESS auprès des structures productrices des données.

Le TBEF 2020 est articulé autour de six points à savoir (i) les généralités, (ii) le secteur réel, (iii) le secteur monétaire, (iv) le secteur extérieur, (v) les finances publiques et (vi) les autres statistiques du ministère.

I. GÉNÉRALITÉS

I.1 Situation socio-démographique

Points saillants :

- amélioration continue de l'indice de développement humain sur la période 2011-2019 ;
- proportion importante de la population à charge (48,7%) en 2019 ;
- prédominance de la population féminine sur la période sous revue (51,7%).

Commentaire général

Évolution démographique

Le Burkina Faso a connu au cours de ces dernières décennies une situation démographique marquée par une forte croissance de la population. En effet, avec un taux d'accroissement annuel moyen de la population de 3,4% issu du RGPH 2006, les projections démographiques estiment à près de 21 510 181 habitants l'effectif de la population en 2020. La structure par sexe montre que les femmes représentent en moyenne 51,7% de la population par an sur la période 2011-2020.

Sur la base des résultats préliminaires du cinquième RGPH réalisé en 2019, l'effectif de la population du Burkina Faso est de 20 487 979 habitants en 2019 avec 10 593 951 femmes et un taux d'accroissement annuel moyen de 2,93%. Il ressort une population majoritairement jeune avec plus de 77,9% qui ont moins de 35 ans. La population à charge (moins de 15 ans et plus de 64 ans) est de 48,7%.

Indice de développement humain (IDH) et espérance de vie à la naissance

Le Burkina Faso a enregistré une hausse continue de l'Indice de développement humain (IDH) qui s'est affiché à 0,452 en 2019 en amélioration de 0,018 point par rapport à 2018.

Quant à l'espérance de vie à la naissance, elle s'est progressivement améliorée, passant de 53,8 ans en 1996 à 56,7 ans en 2006. Les femmes vivent plus longtemps que les hommes. En effet, l'espérance de vie des femmes est passée de 54,1 ans en 1996 à 57,5 ans en 2006, tandis que celle des hommes est passée de 53,5 à 55,8 ans sur la même période.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Accroissement démographique (taux d'accroissement) : Mesure de l'augmentation d'une population au cours d'une période donnée du fait de la natalité, de la mortalité et de la migration.

Indice de développement humain : Outil synthétique de mesure du développement humain. Il chiffre le niveau moyen atteint par un pays donné sur trois aspects essentiels à savoir l'aptitude à vivre longtemps et en bonne santé (espérance de vie), l'instruction et l'accès au savoir (taux d'alphabétisation des adultes et taux de scolarisation) et la possibilité de bénéficier d'un niveau de vie décent (PIB par habitant).

Espérance de vie à la naissance : Nombre moyen d'années que peut espérer vivre un enfant à la naissance.

Sources statistiques : Institut national de la statistique et de la démographie (Enquête démographique 1991 et recensements de 1985, 1996, 2006, 2019 et projections démographiques de 2007-2020) ; PNUD (Rapports annuel mondial sur le développement humain)

Tableau I.1 : Évolution de l'effectif et de la structure de la population par sexe

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Effectif total	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060	21 510 181
Structure de la population (%)										
Hommes	48,25	48,25	48,25	48,25	48,26	48,27	48,28	48,30	48,31	48,33
Femmes	51,75	51,75	51,75	51,75	51,74	51,73	51,72	51,70	51,69	51,67

Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau I.2 : Évolution de l'indice du développement humain

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
IDH	0,331	0,343	0,388	0,402	0,402	0,42	0,423	0,434	0,452	nd
Rang	181	183	181	183	185	182	183	182	182	nd
Nombre de pays classés	187	187	187	188	188	189	189	189	189	nd

Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

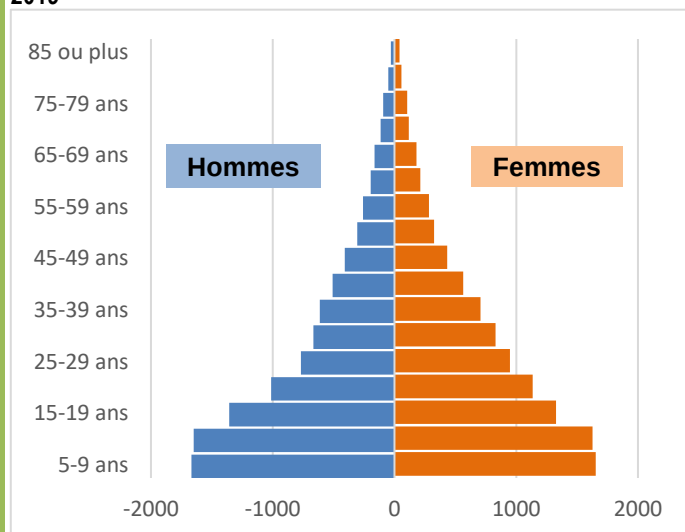
(nd)= non disponible

Tableau I.3 : Espérance de vie à la naissance

	1985	1991	1996	2006
Hommes	48,20	50,70	53,50	55,80
Femmes	48,80	53,20	54,10	57,50
Ensemble	48,50	52,20	53,80	56,70

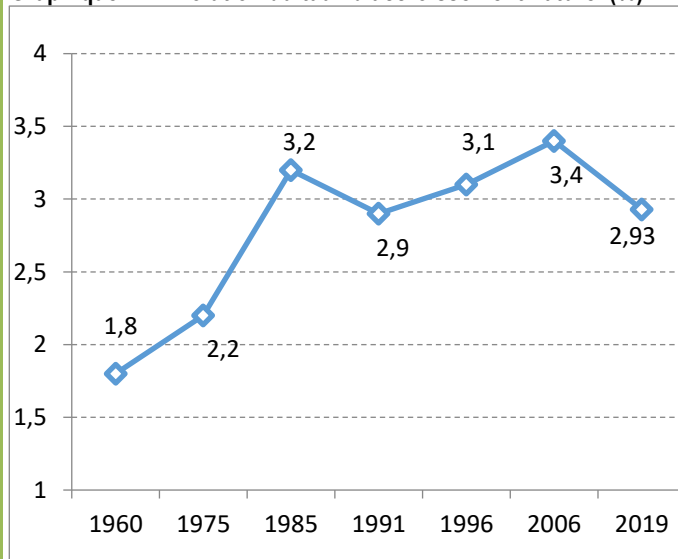
Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.1: Structure par âge et par sexe de la population en 2019



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.2: Évolution du taux d'accroissement naturel (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

I.2 Personnel du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Points saillants :

- personnel du ministère en majorité jeune avec moins de 20% de femmes ;
- prédominance des agents de catégorie A et assimilés (32,6% en 2020) ;
- baisse continue de l'effectif du personnel d'appui depuis 2015.

Commentaire général

Structure du personnel selon la catégorie

L'effectif du personnel du Ministère s'établit à 8 122 agents en 2020, en baisse de 1 289 agents par rapport à 2019. Ce personnel se compose de 32,6% d'agents de catégorie A et assimilés, de 27,7% d'agents de catégorie B et assimilés, de 32,8% d'agents de catégorie C et assimilés et de 6,9% représentant les catégories D, E et assimilés. La baisse est observée dans toutes les catégories à l'exception de la catégorie C dont l'effectif a augmenté de 480 agents. La baisse des effectifs en 2020 est due d'une part au changement du mode de comptage et d'autre part aux effets de la mise en œuvre de la nouvelle politique de recrutement en lien avec la maîtrise de la masse salariale. En effet, en 2020, l'évaluation du personnel prend en compte uniquement les agents en activité au ministère, excluant de ce fait les agents mis en détachement, en position de stage, en disponibilité et en ceux mis à disposition qui représentent respectivement 339, 253, 124 et 391 agents. Sur la période 2011-2019, l'effectif du personnel du MINEFID a connu une croissance continue passant de 7 022 à 9 411 agents, soit une augmentation moyenne de 299 agents par an, avant de connaître la baisse de 2020. De 2011 à 2019, on constate une prédominance des agents de catégorie A, avec une part annuelle moyenne de 31,8%.

Structure du personnel par statut

En 2020, le personnel contractuel représente 0,5% de l'effectif total du ministère soit 40 agents. Comparé à 2019, cette catégorie du personnel est en baisse de 52,4% contre 63,6% en 2018 en lien avec le reversement des contractuels dans l'effectif des fonctionnaires suite à l'entrée en vigueur de la loi 081-2015/CNT du 24 novembre 2015 portant statut général de la fonction publique d'État.

Structure du personnel selon l'âge et le sexe

En 2020, la répartition du personnel par âge laisse entrevoir que 54,4% des agents ont moins de 40 ans. Quant à la répartition par sexe, il ressort que les femmes représentent 18,7% contre 19,6% en 2019. Sur toute la période sous revue, le personnel du ministère est relativement jeune (moins de 40 ans) avec une proportion annuelle moyenne de 59,0%. Aussi, il est constaté une faible représentativité des femmes, avec moins de 19,2% en moyenne par an.

Structure du personnel selon l'ancienneté

En 2020, l'ancienneté du personnel du ministère est dominée par la classe « 5-9 ans » (40,3%). En somme, l'effectif du personnel ayant moins de 10 années de service en 2020 représente plus de la moitié de l'effectif total. Cette prédominance est observée sur l'ensemble de la période avec en moyenne annuelle 29,4% d'agents dont l'ancienneté est comprise entre 5 et 9 ans et 28,3% en moyenne annuelle pour ceux qui ont moins de 5 ans de service. En somme, le personnel de moins de 10 ans de service représente 57,7% en moyenne annuelle sur la période sous revue.

Les agents ayant plus de 30 ans de service représentent en moyenne annuelle 5,5% du personnel sur ladite période.

Répartition du personnel par région

En 2020, 63,4% du personnel du ministère exercent dans la région du centre. Sur la période 2011-2020, cette région regorge en moyenne annuelle 61,7% du personnel. Cette situation est liée en partie à la prise en compte des effectifs des structures centrales et de mission dans ladite région. La région du Plateau central emploie moins de personnel avec moins de 1,6% en moyenne par an.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Structure du personnel : Constitution ou répartition du personnel selon la catégorie, l'âge, l'ancienneté, le statut, le sexe, etc.

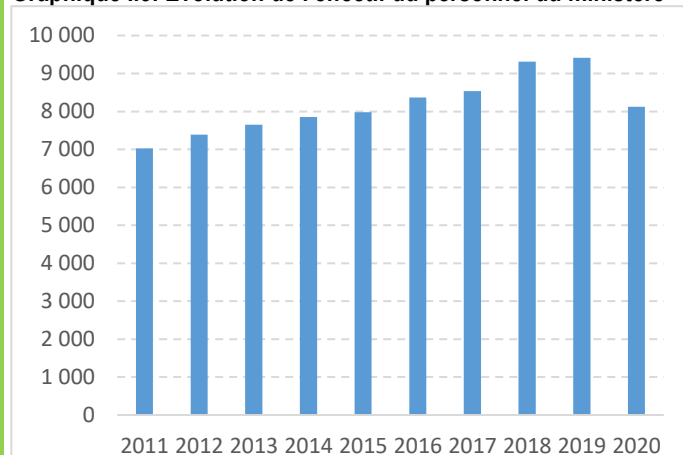
Source statistique : Direction des ressources humaines/MINEFID

Tableau I.4: Structure de l'effectif du personnel par catégorie en 2020 (%)

	2020	Variation absolue /2011	Variation absolue /2019
Agents de catégorie A et assimilés	32,6	3,0	-3,4
Agents de catégorie B et assimilés	27,7	1,0	0,5
Agents de catégorie C et assimilés	32,8	8,2	9,6
Agents de catégorie D et assimilés	3,2	-11,3	-6,7
Agents de catégorie E et assimilés	3,7	-0,9	0,0
Effectif total	100,0	0,0	0,0

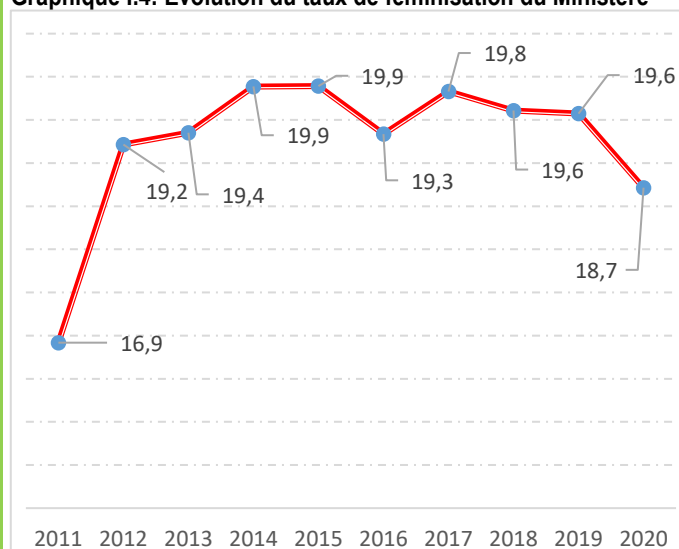
Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.3: Évolution de l'effectif du personnel du ministère



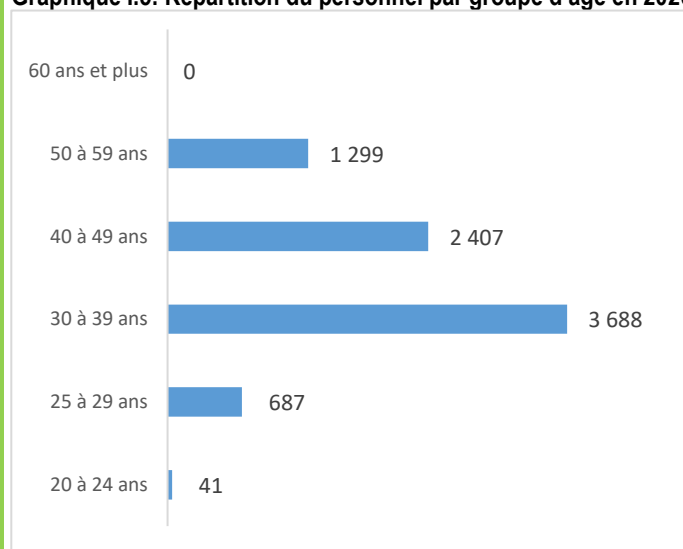
Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.4: Evolution du taux de féminisation du Ministère



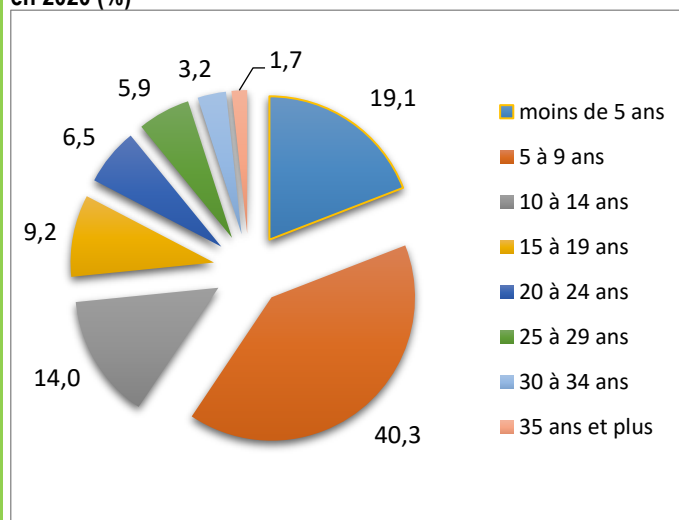
Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.5: Répartition du personnel par groupe d'âge en 2020



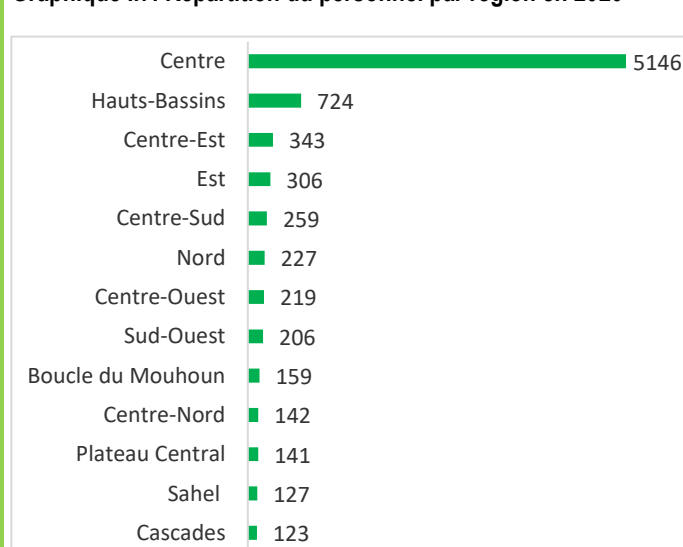
Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.6: Répartition du personnel par tranche d'ancienneté en 2020 (%)



Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique I.7: Répartition du personnel par région en 2020



Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

I.3 Budget du Ministère de l'économie, des finances et du développement

Points saillants :

- hausse importante des dotations des dépenses en capital en 2020 ;
- baisse du taux d'exécution de 15,2 points de pourcentage en 2020.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2020, les dotations budgétaires du Ministère se chiffrent à 130,52 milliards FCFA en augmentation de 3,2% (+ 4,05 milliards FCFA) par rapport à 2019. Cette situation est la résultante de la hausse des dépenses en capital de 26,47 milliards FCFA et de la baisse des dépenses ordinaires de 22,42 milliards FCFA. La hausse des dépenses en capital est due essentiellement à l'augmentation des dotations du Projet de réalisation des infrastructures socio-économiques (PRISE) et du Programme d'appui aux développements des économies locales (PADEL). La baisse des dépenses ordinaires est principalement expliquée par la contraction des dépenses d'acquisitions de biens et services.

Sur la période 2011-2020, les dotations budgétaires affichent une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 6,3%. Cependant, elles ont enregistré une première baisse en 2015 de 26,8% et une seconde en 2019 de 1,4%. Les dotations budgétaires sont principalement dominées par les dépenses courantes qui représentent en moyenne 69,3% de la dotation globale depuis 2015.

La répartition des dotations par programme¹ en 2020 montre que le programme « Pilotage de l'économie et du développement » représente 37,7% du budget, suivi du programme « Pilotage et soutien des services du ministère » avec 27,6%. Les programmes « Mobilisation des ressources » ; « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers » et « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat » représentent respectivement 21,4% ; 11,1% et 2,1%.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires

Le taux d'exécution des dépenses budgétaires est de 80,4%² en 2020 contre 95,6% en 2019, soit une baisse de 15,2 points de pourcentage. Cette baisse s'explique principalement par le ralentissement des activités économiques en lien avec l'avènement de la crise sanitaire.

Sur la période 2011-2020, il a été enregistré des taux d'exécution des dépenses totales satisfaisants avec une moyenne annuelle de 87,8%. Concernant les dépenses courantes, le taux d'exécution moyen a été de 93,4% sur la période sous revue. Cette situation est imputable à une meilleure absorption des dépenses de fonctionnement (acquisition de biens et services) et de transferts courants, qui ont enregistré respectivement des taux d'exécution moyens de 99,5% et 97,3%. Pour ce qui est de l'exécution des dépenses d'investissement, il a été enregistré un taux d'exécution moyen de 79,0% sur la période.

En 2020, les programmes « Pilotage de l'économie et du développement » et « Pilotage et soutien des services du ministère » enregistrent des taux d'exécution respectifs de 94,4% et 95,8%. Concernant les programmes « Mobilisation des ressources », « Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers » et « Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat », ils affichent des taux d'exécution respectifs de 58,0%, 46,3% et 38,2%.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution des dépenses : Rapport entre les dépenses exécutées et les dotations budgétaires y relatives

Taux de croissance annuel moyen : Il s'agit d'un ratio à progression géométrique qui donne un taux de croissance constant sur la période étudiée ($t - t_0$).

Sources statistiques : Direction de l'administration des finances, circuit informatisé de la dépense/MINEFID

¹ A partir de 2020, suite à la revue des programmes budgétaires et aux recommandations du CASEM de décembre 2018, une mise en cohérence entre le budget programme et le plan d'actions ministériel en 2019 a permis de ramener le nombre de programmes de sept (7) à cinq (5).

² Un dysfonctionnement de l'interfaçage entre le Circuit intégré de la dépense (CID) et le Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat (SIGASPE) n'a pas permis de capitaliser l'ensemble des dépenses de personnel effectivement exécutées.

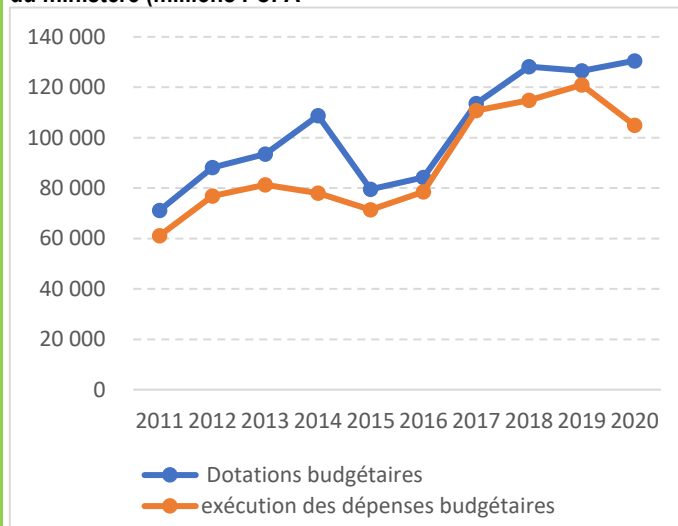
Tableau I.5: Évolution des taux d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses courantes	101,4	95,2	88,9	82,9	97,6	100,0	98,3	93,1	97,8	79,2
Dépenses de personnel	108,6	88,3	87,8	92,0	96,7	100,0	97,1	87,4	98,2	50,1
Dépenses de fonctionnement*	98,8	99,3	116,3	92,5	98,1	99,7	99,3	98,6	99,3	99,5
Transferts courants	98,3	99,3	86,7	74,0	98,7	100,0	97,3	85,2	95,5	97,3
Dépenses en capital	99,3	99,7	98,5	76,2	99,3	86,0	95,6	68,5	81,4	83,0
Total des dépenses	100,7	97,3	93,4	79,6	98,4	93,2	97,6	89,6	95,6	80,4

Source : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

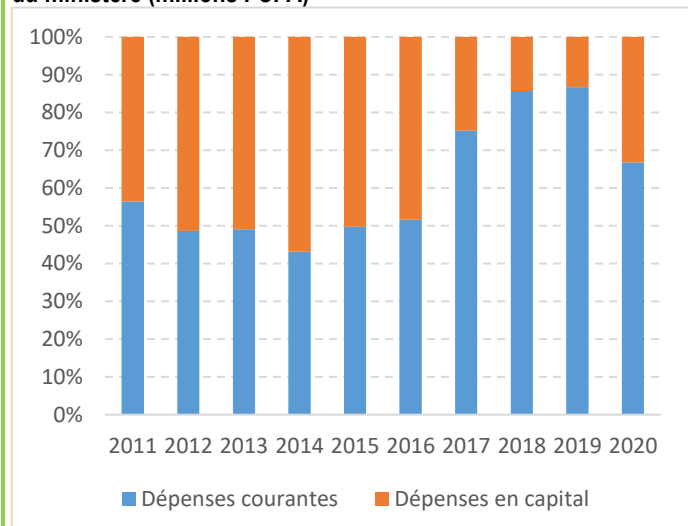
(*) à partir de 2017, cette nature de dépense s'intitule « dépenses d'acquisitions de biens et service, conformément à la nomenclature programme

Graphique I.8: Évolution des dotations et exécutions budgétaires du ministère (millions FCFA)



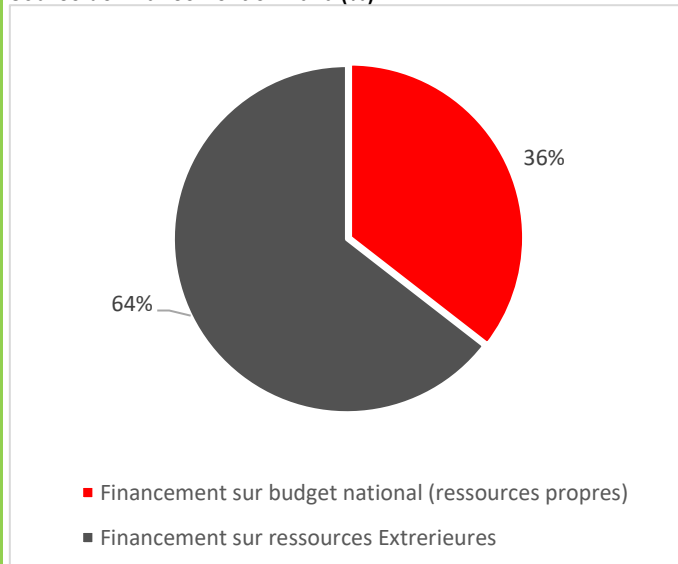
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances.

Graphique I.9: Évolution de la structure des dotations budgétaires du ministère (millions FCFA)



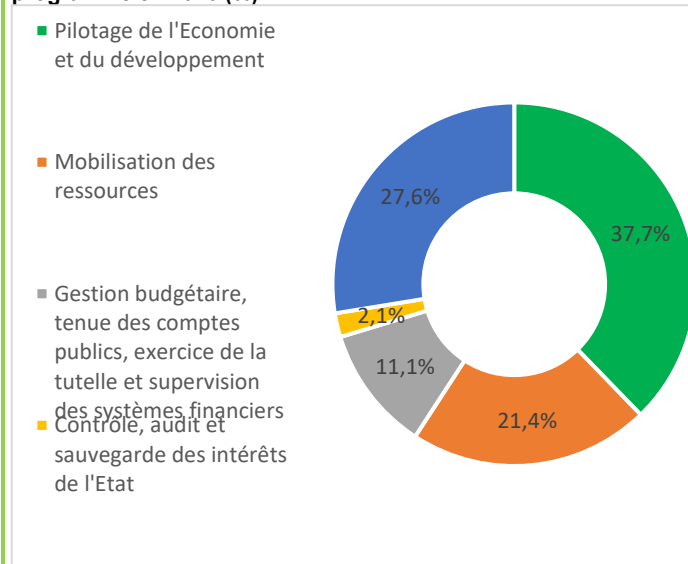
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances.

Graphique I.10: Répartition des dotations d'investissements par source de financement en 2020 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances.

Graphique I.11: Répartition des dotations budgétaires par programme en 2020 (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances.

II. SECTEUR RÉEL

II.1 Éléments de la comptabilité nationale (production du PIB)

Points saillants :

- décélération du rythme de la croissance économique imputable aux activités du secteur tertiaire ;
- dynamisme des industries extractives.

Commentaire général

Évolution du taux de croissance du Produit intérieur brut à prix constants, base 2015

L'activité économique nationale a été résiliente en 2020 avec un taux de croissance de 1,9% contre 5,7% enregistré une année plus tôt, malgré une situation sanitaire et sécuritaire difficile. Cette croissance est portée par une dynamique des activités du secteur secondaire (+12,2%) et du secteur primaire (+5,1%), le secteur tertiaire ayant connu une récession (-5,5%). En moyenne annuelle, la production en volume s'est accrue de 5,2% sur la période 2011-2020. Le PIB réel par habitant est estimé à 420 282 FCFA en 2020 contre 424 669 FCFA en 2019 et 352 598 FCFA en 2011.

Évolution des valeurs ajoutées des secteurs à prix constants, base 2015

La valeur ajoutée du secteur primaire a enregistré une croissance de 5,1% en 2020, s'affichant à 1 899,05 milliards FCFA après un accroissement de 1,0% en 2019. Cette progression est imputable à l'agriculture dont la production s'est accrue de 7,2%, à la faveur de la campagne agricole 2020/2021 qui a occasionné une croissance de la production de l'agriculture hors égrenage de coton de 7,3% et dans une moindre mesure à l'égrenage de coton de 4,2%. Cette situation s'expliquerait principalement par la pluviosité favorable et les mesures gouvernementales de soutien au monde rural à travers l'accessibilité des intrants aux producteurs en quantité et en qualité, l'intensification de l'appui conseil aux producteurs, notamment par la mise en place de brigade de veille en vue de rendre efficace la lutte contre les parasites.

Sur la période 2011-2020, le secteur primaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 3,8% en moyenne par an. En outre, il a contribué à hauteur de 21,3 % à la formation du PIB en 2020.

Concernant le secteur secondaire, sa valeur ajoutée s'est accrue de 12,2% en 2020, ressortant à 2 384,12 milliards FCFA contre 2 124,71 milliards FCFA en 2019. Cette performance est tirée essentiellement par la bonne tenue des activités extractives (+25,4%), l'industrie manufacturière (+3,1%) et l'électricité-eau-assainissement (+4,3%). Le sous-secteur des BTP enregistre cependant une contraction de sa valeur ajoutée (-5,5%). L'augmentation des activités extractives est liée, d'une part, à l'entrée en production de la mine de Sambrado (SOMISA) et, d'autre part, à l'usage de l'or non monétaire comme valeur refuge en temps de crise faisant passer la production industrielle de 50,302 tonnes en 2019 à 62,138 tonnes en 2020. Le secteur a contribué à hauteur de 26,4 % à la formation du PIB en 2020. Sur la période 2011-2020, le secteur secondaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 6,1% en moyenne par an.

Quant au secteur tertiaire, sa valeur ajoutée s'est établie à 3 740,44 milliards FCFA en 2020, en régression de 5,5% par rapport à son niveau de 2019. La contre-performance de ce secteur en 2020 est imputable aux sous-secteurs « hébergement et restauration » (-28,6%), « commerce et réparation » (-14,5%) ainsi qu'aux services non marchands (-1,1%). Ces sous-secteurs ont été impactés négativement par les mesures prises pour limiter la propagation de la pandémie de la Covid-19. Le secteur a contribué à hauteur de 41,4% à la formation du PIB en 2020. Sur la période 2011-2020, le secteur tertiaire a connu un accroissement de sa valeur ajoutée de 5,0% en moyenne par an.

S'agissant des impôts et taxes, ils ont progressé de 1,6% en 2020 après une croissance de 14,8% en 2019. La part contributive des impôts et taxes à la formation du PIB se chiffre à 10,9% en 2020 et à 9,8% en moyenne sur la période 2011-2020.

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Produit intérieur brut réel (PIB réel) : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation.

PIB réel base 2015 : Le PIB réel constitué par la valeur des biens *i* produits au cours de la période *t* mesurés à prix constants avec l'année de base notée *t*₀=2015.

PIB/habitant : PIB rapporté à l'effectif de la population.

Tableau II.1: Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles, base 2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	-2,3	8,5	6,2	4,4	-3,2	4,2	-0,2	8,6	1,0	5,1
Secteur secondaire	12,5	-1,7	4,6	10,4	6,5	5	5,9	9,5	2,4	12,2
Secteur tertiaire	6,6	8,6	5,4	5,1	5,6	6,7	6,2	5,1	7,8	-5,5
Impôts et taxes	14,9	18,6	9,7	-12,3	7,7	9,3	21,6	2,0	14,8	1,6
Produit intérieur brut	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6	6,2	6,6	5,7	1,9

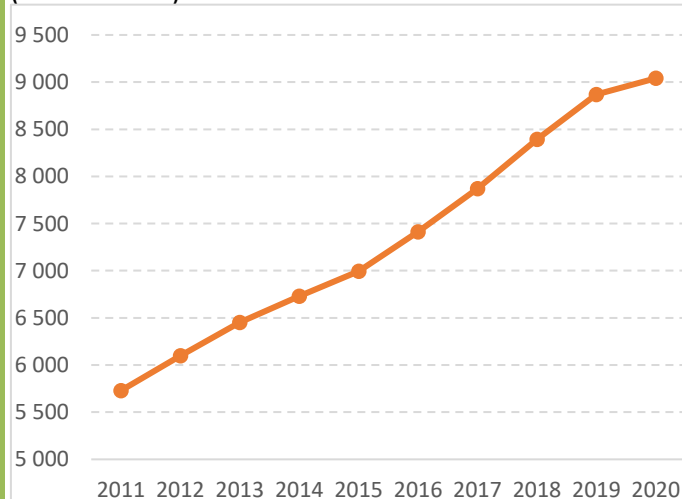
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau II.2: Contribution des secteurs d'activité à la croissance du produit intérieur brut

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire	-0,5	2,0	1,5	1,0	-0,8	1,0	0,0	1,8	0,2	0,9
Secteur secondaire	3,3	-0,5	1,2	2,5	1,6	1,2	1,5	2,4	0,6	3,3
Secteur tertiaire	2,8	3,5	2,2	2,1	2,4	2,9	2,7	2,2	3,4	-2,5
Impôts et taxes	1,1	1,5	0,9	-1,3	0,7	0,8	2,1	0,2	1,5	0,2
Produit intérieur brut	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9

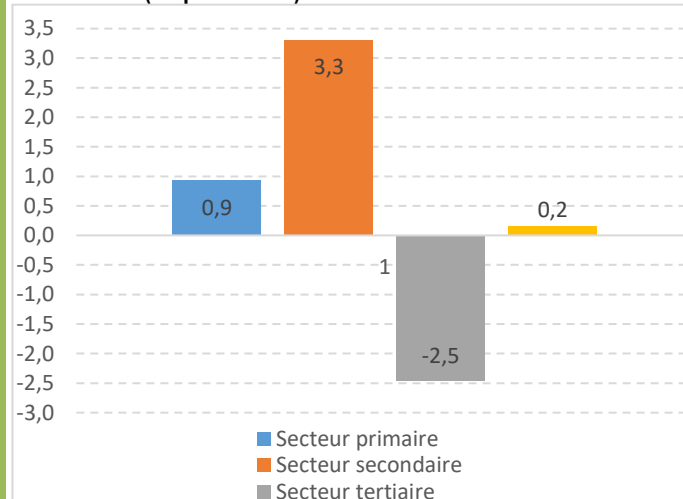
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.1: Évolution du PIB aux prix constants, base 2015 (milliards FCFA)



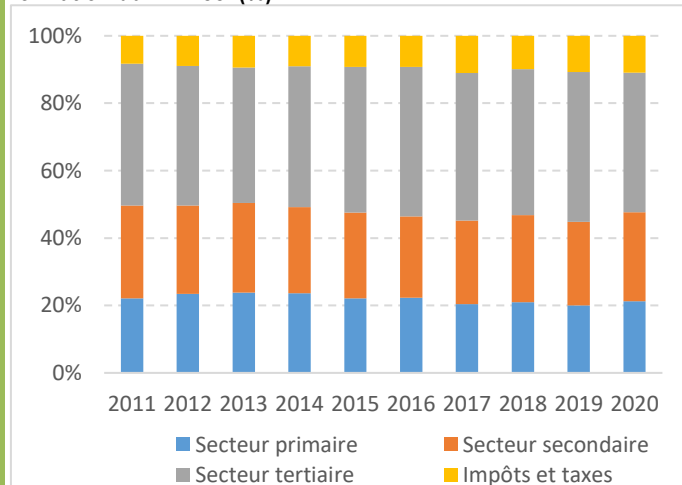
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.2: Contributions sectorielles à la croissance du PIB réel en 2020 (en point de %)



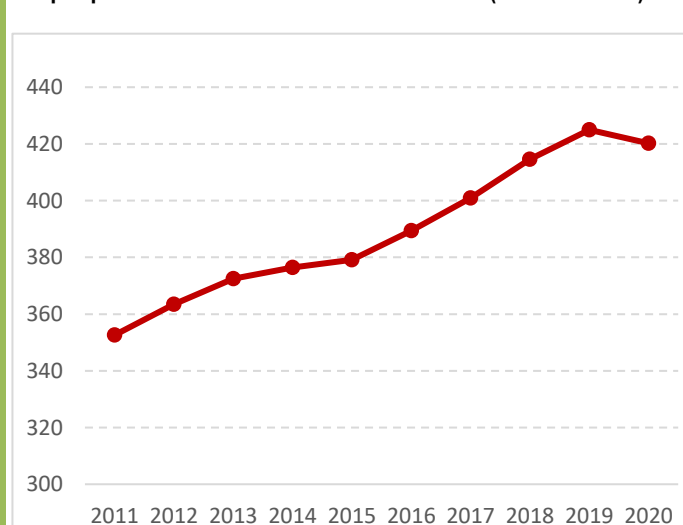
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.3: Évolution de la part contributive des secteurs à la formation du PIB réel (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.4: Évolution du PIB réel/habitant (milliers FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

II.2 Éléments de la comptabilité nationale (emploi du PIB)³

Points saillants :

- augmentation continue de la consommation finale ;
- accroissement substantiel des investissements en 2019 ;
- contribution négative des échanges extérieurs à la croissance du PIB en 2019.

Commentaire général

Selon l'optique des emplois, la croissance du PIB réel en 2019 a été portée par la demande intérieure (+11,3 points de pourcentage), les échanges extérieurs ayant contribué négativement (-5,3 points de pourcentage). Cette dynamique de la demande intérieure est imputable à la consommation finale (+6,2 points de pourcentage), notamment dans sa composante privée (+3,9 points de pourcentage), et aux investissements (+5,1 points de pourcentage).

Sur l'ensemble de la période sous revue, la demande intérieure a contribué en moyenne à hauteur de 7,4 points de pourcentage à la croissance annuelle du PIB, dont 4,8 points pour la consommation finale et 2,6 points pour l'investissement.

Évolution de la consommation

La consommation finale s'est établie à 7 539,97 milliards FCFA en 2019, en progression de 7,4% (+520,36 milliards FCFA) par rapport à son niveau de 2018. Cette progression est imputable à la consommation finale privée qui s'est accrue de 5,8% (+324,09 milliards FCFA) et à celle des Administrations publiques qui a connu une augmentation de 14,0% (+196,27 milliards FCFA). Elle a contribué à la croissance du PIB réel à hauteur de 6,2 points de pourcentage en 2019 contre 2,8 points de pourcentage en 2018.

Sur la période sous revue, la consommation finale s'est accrue en moyenne de 6,2% par an, imprimée par l'amélioration de la composante publique de 10,8% et celle privée de 5,3%. La part de la consommation finale dans la formation du PIB s'est établie à 84,9% en 2019 contre 83,5% en 2018 avec une moyenne de 86,4% sur la période 2010-2019.

Évolution de l'investissement

Les investissements sont ressortis à 2 691,92 milliards FCFA en 2019 contre 2 262,50 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 19,0%. Cette augmentation est imputable à la Formation brute du capital fixe (FBCF) qui s'est accrue de 17,2% (+348,08 milliards FCFA). La variation de stock a contribué à hauteur de 81,65 milliards FCFA. Rapporté au PIB, l'investissement a représenté 30,3% en 2019 contre 26,9% en 2018 et une moyenne de 15,2% sur l'ensemble de la période sous revue. En outre, il a contribué à hauteur de 5,1 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019, après une contribution de 9,1 points de pourcentage en 2018.

Évolution des échanges extérieurs

Le déficit des échanges extérieurs de biens et services s'est situé à 1 328,39 milliards FCFA en 2019 contre 881,88 milliards FCFA en 2018, en aggravation de 446,51 milliards FCFA. Cette aggravation est liée à une hausse des importations (+319,79 milliards FCFA) conjuguée à une baisse des exportations (-126,82 milliards FCFA). Les échanges extérieurs ont contribué négativement de 5,3 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2019 après une contribution négative de 2,4 points une année plus tôt. Sur l'ensemble de la période sous revue, les échanges extérieurs de biens et services ont contribué en moyenne à hauteur de -1,3 point de pourcentage par an.

Note méthodologique :

Produit intérieur brut (PIB) : selon l'optique emploi, le PIB correspond à la somme des consommations, des investissements et des exportations moins les importations.

Part contributive à la formation du PIB : c'est le rapport entre la valeur de la grandeur et le PIB de l'année n

Part contributive à la croissance du PIB : C'est la variation de la grandeur entre l'année n et n-1 rapportée au volume du PIB de l'année n-1

Écarts statistiques (écart de chainage) : Ce sont des écarts ou des biais introduits par la rétropolation faite depuis le changement de base

Sources statistiques : Institut national de la statistique et de la démographie, annuaire statistique national 2018, comptes provisoires 2019

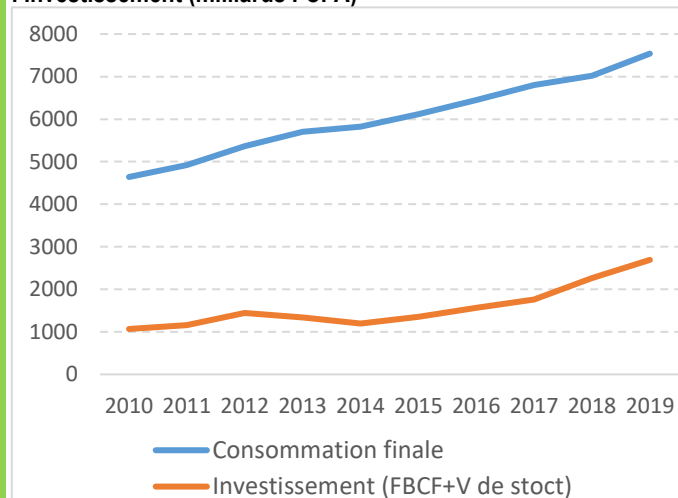
³ Les données concernant l'emploi du PIB de 2020 ne sont pas disponibles

Tableau II.3: Taux de croissance de l'emploi du PIB, volumes chaînés à partir de 2015 (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Consommation finale des ménages	6,0	9,2	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6	nd
Consommation publique	7,8	6,9	6,0	6,2	11,8	10,6	13,3	0,6	14,0	nd
Consommation Finale ISBSLM	-0,5	14,6	9,6	7,6	8,5	7,9	1,6	3,9	9,4	nd
Importation des biens et services	20,2	18,5	11,9	-8,9	11,2	7,3	10,1	16,5	10,1	nd
Exportation des biens et services	23,5	0,2	19,5	6,6	1,5	2,6	8,5	12,8	-5,5	nd
FBCF	15,8	14,2	8,3	-12,9	16,0	13,3	9,0	22,5	17,2	nd
Variation des stocks	-41,9	170,0	-93,6	197,4	-59,6	162,6	142,5	115,7	34,7	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	na	na	na	na	na	1,4	14,4	12,3	-0,5	nd
Produit intérieur brut	6,6	6,5	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,7	5,7	nd

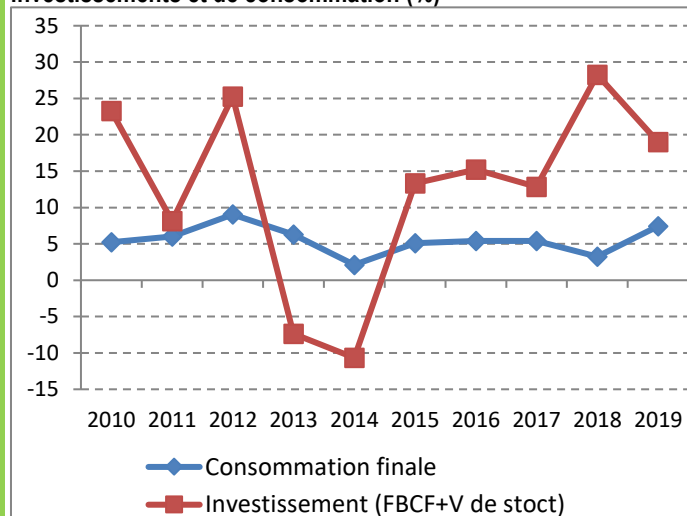
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.5: : Évolution de la consommation finale et de l'Investissement (milliards FCFA)



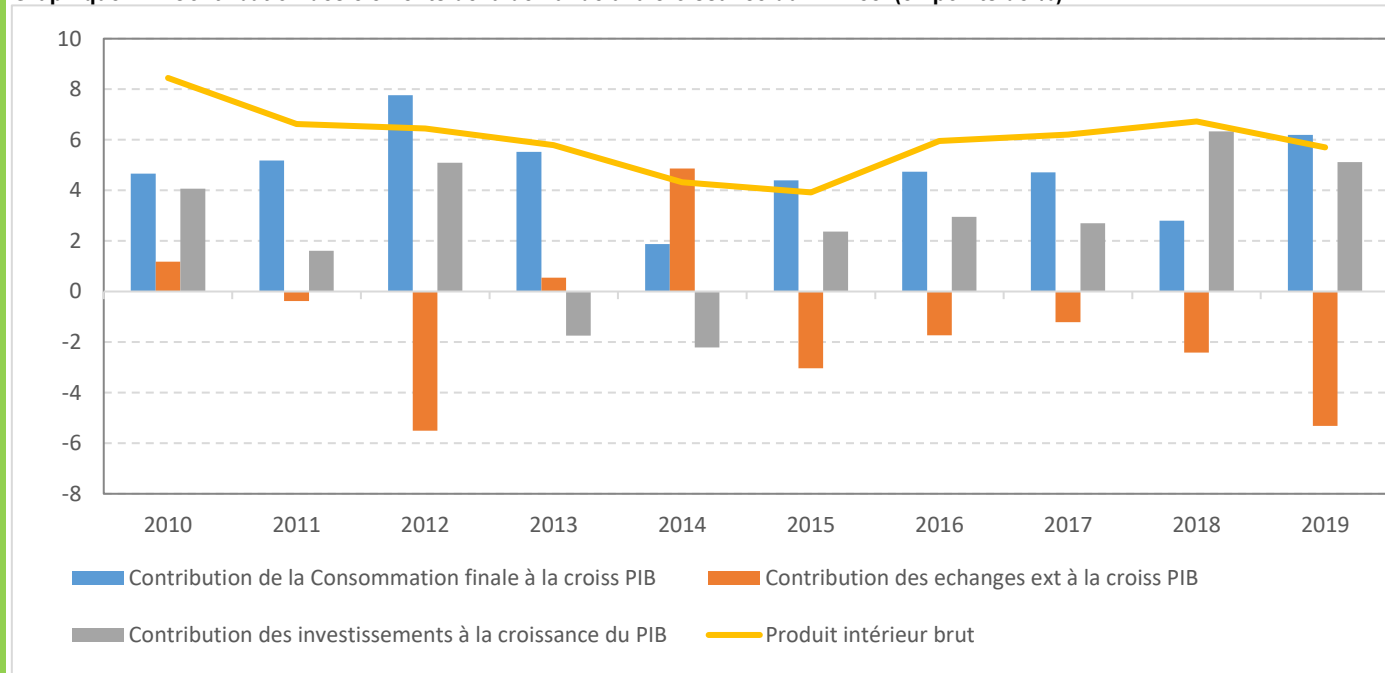
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.6: Évolution des taux de croissance des investissements et de consommation (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique II.7: Contribution des éléments de la demande à la croissance du PIB réel (en points de %)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances.

III. SECTEUR MONÉTAIRE

III.1. Situation monétaire⁴

Points saillants :

- hausse des Actifs extérieurs nets en 2020;
- augmentation des créances intérieures en 2020 ;
- accroissement de la masse monétaire en 2020.

Commentaire général

L'évolution de la situation monétaire du Burkina Faso a été marquée, à fin décembre 2020, par une progression des Actifs extérieurs nets (AEN) de 31,5% (+475,13 milliards FCFA), des créances intérieures de 10,2% (+312,83 milliards FCFA) et des passifs à caractère non monétaire de 17,0% (+122,48 milliards FCFA), induisant un accroissement de la masse monétaire de 17,8% (+722,80 milliards FCFA) contre 9,1% (+338,14 milliards FCFA) en 2019.

Actifs extérieurs nets

Les AEN des institutions monétaires sont ressortis à 1 983,66 milliards FCFA à fin décembre 2020, en hausse de 475,13 milliards FCFA par rapport à la même période en 2019. Cette progression est attribuable à l'augmentation des AEN des Autres institutions de dépôt (AID) (+346,39 milliards FCFA) et de ceux de la Banque centrale (+128,74 milliards FCFA). L'augmentation des AEN des AID est impulsée par les encours de titres publics émis par les autres Etats de l'Union (+404,14 milliards FCFA). Quant à l'augmentation des AEN de la BCEAO, elle s'explique par le repli de ses engagements extérieurs notamment les autres comptes à payer aux non-résidents (-280,91 milliards FCFA), plus important que celui de ses créances (-61,79 milliards FCFA), dans un contexte de hausse de la mobilisation des Droits de tirage spéciaux (DTS) par l'Etat auprès du FMI (106,06 milliards FCFA). En moyenne annuelle, les AEN des Institutions monétaires ont connu une hausse de 140,33 milliards FCFA de 2011 à 2020. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des AEN des AID (+147,62 milliards FCFA) atténuée par la baisse de ceux de la BCEAO (-7,28 milliards FCFA).

Créances intérieures

Les créances intérieures à fin décembre 2020 sont ressorties à 3 380,85 milliards en progression de 312,83 milliards FCFA par rapport à 2019. Cette hausse est imputable aux créances sur l'économie (créances sur les autres secteurs) et aux Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC). En effet, les Créances sur l'économie se sont accrues de 272,30 milliards FCFA, en lien avec des crédits octroyés par les AID au secteur privé non bancaire (+270,74 milliards FCFA). Quant aux Créances Nettes sur l'Administration Centrale (CN-AC), elles ont augmenté de 40,54 milliards FCFA imputable aux Créances Nettes de la Banque centrale (+63,18 milliards FCFA) et ont été atténuées par celles des AID (-22,6 milliards FCFA). Sur la période 2011-2020, les Créances intérieures ont connu une hausse annuelle moyenne de 15,3%, expliquée essentiellement par les Créances sur l'économie (+13,4%).

Masse monétaire (M2)

Suivant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est passée de 4 056,41 milliards FCFA à fin décembre 2019, pour s'établir à 4 779,21 milliards FCFA à fin décembre 2020, correspondant à une augmentation 722,80 milliards FCFA. Cette progression est observée au niveau de la circulation fiduciaire (+41,81 milliards FCFA), des dépôts transférables (+471,84 milliards FCFA) et des autres dépôts inclus dans la masse monétaire⁵ (+209,16 milliards FCFA). Cet accroissement s'explique par la baisse du taux directeur de 2,50% à 2,00% intervenu le 24 juin 2020 et l'effet du report d'échéances de paiements des emprunts et des crédits, édicté par un avis n°005-04-2020 de l'autorité monétaire du 1^{er} avril 2020 pour atténuer l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur le système bancaire et le financement de l'activité économique dans l'Union. En moyenne annuelle, la Masse monétaire (M2) a progressé de 368,10 milliards FCFA sur la période 2011 à 2020. Cet accroissement est retracé au niveau de l'ensemble de ses composantes notamment dans les dépôts transférables (+180,16 milliards FCFA) et les autres dépôts inclus dans la masse monétaire (+131,48 milliards FCFA).

Note méthodologique :

Masse monétaire : Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).

Actifs extérieurs nets : Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur l'ensemble des engagements extérieurs.

Créances intérieures : Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale.

Créances sur l'économie : Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLSM et les administrations locales.

Sources statistiques : DGESE, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de juillet 2021 de la BCEAO

⁴ La nomenclature utilisée dans la présente édition est conforme à l'édition 2000 du Manuel de statistiques monétaires et financières du FMI

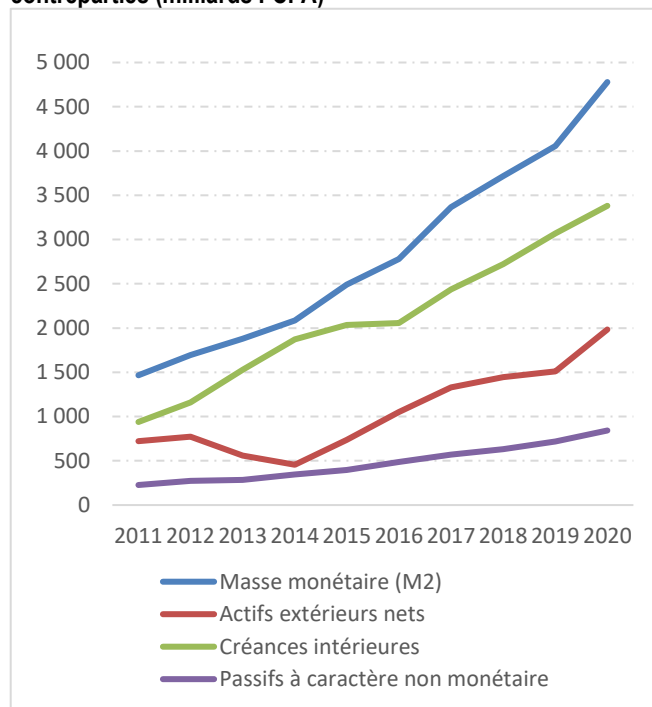
⁵ Il s'agit des dépôts à termes et comptes d'épargne à régime spécial ouverts auprès des banques, dépôts rémunérés ouverts dans les livres de la Banque centrale

Tableau III.1: Variation des principaux agrégats monétaires (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Circulation fiduciaire	-11,9	21,4	-11,0	11,3	31,3	-6,2	59,6	29,0	13,5	6,4
Dépôts transférables	32,6	11,8	13,8	8,5	20,6	17,9	18,3	8,4	6,9	25,8
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire	7,8	18,0	14,8	13,6	15,3	10,0	14,9	6,6	10,0	13,3
Masse monétaire (M2)	14,4	15,6	10,9	11,0	19,4	11,7	21,1	10,4	9,1	17,8
Actifs extérieurs nets	6,6	7,3	-27,9	-18,4	62,1	42,7	26,3	8,5	4,5	31,5
Créances intérieures	15,3	23,7	31,6	22,6	8,7	1,0	18,5	11,7	12,7	10,2
Passifs à caractère non monétaire	26,3	19,9	4,2	21,9	14,4	23,4	17,3	10,3	14,2	17,0
Autres postes nets	-214,8	-6,5	141,5	34,1	9,2	43,3	7,9	6,6	9,2	28,7

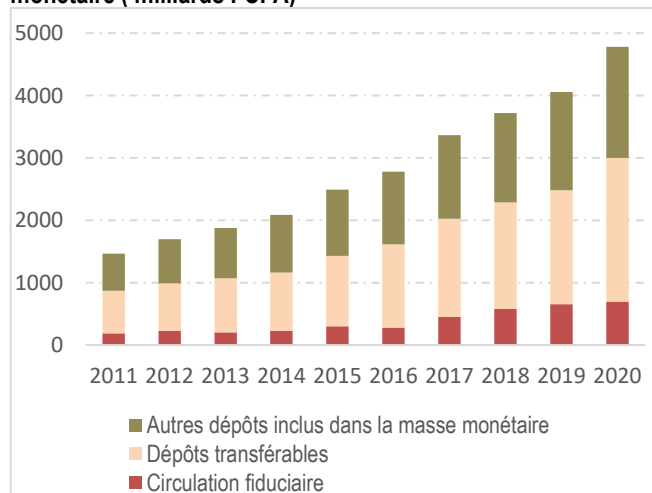
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique III.1 : Évolution de la masse monétaire et de ses contreparties (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique III.2 : Évolution des composantes de la masse monétaire (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau III.2 : Variation des indicateurs monétaires (milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2020	2019/2018	2020/2019
Actifs extérieurs nets	1983,70	65,03	65,03
BCEAO	205,50	-233,78	-233,78
Banques	1778,20	298,81	298,81
Créances intérieures	3380,80	346,11	346,11
Créances nettes			
Sur l'Administration Centrale	192,38	94,61	40,54
Créances sur les autres secteurs	7,90	251,50	-2908,27
Passifs à caractère non monétaire (2)	842,30	89,75	122,49
Autres postes nets	-257,00	-16,75	-57,32
Masse monétaire (M2)	4779,20	338,14	722,79
Circulation fiduciaire	697,70	78,07	41,82
Dépôts transférables	2300,50	117,67	471,86
BCEAO	2,90	1,80	0,73
Banques	2007,90	90,02	431,65
CCP et CNE	289,70	25,85	39,48
Masse monétaire (M1)	2998,17	195,74	513,65
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1781,05	142,40	209,16

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau III.3 : Évolution Créances nettes des ID sur l'Administration Centrale (milliards FCFA)

	Valeur	Variation	
	2020	2019/2018	2020/2019
Créances nettes sur l'Administration Centrale	192,38	94,61	40,54
Créances nettes de la BCEAO	21,45	25,01	63,18
Créances	214,71	7,12	96,12
Engagements !	193,26	-15,79	32,94
Créances nettes des banques	170,93	69,61	-22,64
Créances	744,94	92,32	188,35
Engagements	574,01	-179,99	413,69

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

IV. SECTEUR EXTÉRIEUR

IV.1 Situation de la Balance des Paiements⁶

Points saillants :

- solde des transactions courantes excédentaire en 2020 de 326,65 milliards FCFA;
- sorties nettes de capitaux au titre du compte financier en 2020 ;
- amélioration de l'excédent du solde global de la balance des paiements en 2020 de 407,73 milliards FCFA.

Commentaire général

Évolution du compte des transactions courantes

Selon la balance des paiements provisoire, les transactions courantes du Burkina Faso avec le Reste du monde en 2020 se solderaient par un excédent de 326,65 milliards FCFA contre un déficit de 306,92 milliards FCFA l'année précédente. L'excédent de ce compte s'expliquerait par une amélioration de l'excédent de la balance commerciale (+540,36 milliards FCFA), une réduction du déficit du compte des services (+17,87 milliards FCFA) et une hausse de l'excédent de la balance des revenus secondaires (+80,94 milliards FCFA). Par contre, la balance des revenus primaires enregistrerait une aggravation de son déficit de 5,60 milliards FCFA.

L'excédent commercial serait imputable à une hausse des exportations de biens conjuguée à une baisse des importations. En effet, les exportations de biens atteindraient 2 762,09 milliards FCFA en 2020, en hausse de 460,76 milliards FCFA (+20,0%) par rapport à 2019. Quant aux importations de biens, elles se situeraient à 2 007,40 milliards FCFA en 2020 contre 2 087,00 milliards FCFA en 2019, soit une contraction de 79,60 milliards FCFA (-3,8 %).

En ce qui concerne la réduction du déficit de la balance des services, elle serait la résultante de la contraction des achats de services auprès de non-résidents (-41,42 milliards FCFA, notamment les services de fret et d'assurance) et du tassement des ventes de services (-23,55 milliards FCFA) aux non-résidents. En pourcentage du PIB, l'excédent de la balance des transactions courantes se situerait à 3,2% en 2020 contre -3,3% en 2019, soit une amélioration de 6,5 points de pourcentage.

En moyenne annuelle sur la période 2011-2020, le solde du compte des transactions courantes serait déficitaire de 306,96 milliards FCFA.

Évolution du compte de capital

L'excédent du compte de capital s'établirait à 211,62 milliards FCFA à fin décembre 2020 en hausse de 85,69 milliards FCFA par rapport à 2019. Cette progression est attribuable aux transferts en capital reçus par l'Administration publique (+84,51 milliards FCFA). Le solde du compte de capital serait excédentaire de 165,76 milliards FCFA en moyenne annuelle sur la période 2011-2020.

Évolution du compte financier

Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs se caractériserait en 2020 par des sorties nettes de ressources de 60,73 milliards FCFA contre des entrées nettes de 252,60 milliards FCFA en 2019. Cette situation serait attribuable principalement aux flux nets des autres investissements (+279,97 milliards FCFA), les investissements de portefeuille et les investissements directs auraient enregistré respectivement des entrées nettes de 142,16 milliards FCFA et de 77,08 milliards FCFA. Sur la période 2011-2020, le solde du compte financier aurait enregistré une entrée nette de 262,32 milliards FCFA en moyenne annuelle.

Évolution du solde global

En somme, la balance des paiements se solderait par un excédent global de 475,13 milliards FCFA en 2020 contre un excédent de 67,41 milliards FCFA en 2019, en hausse de 407,73 milliards FCFA.

En moyenne, sur la période 2011-2020, le solde global serait excédentaire de 118,96 milliards FCFA par an. À partir de l'année 2015, il y'a une inversion de la tendance du solde global de la balance des paiements qui devient excédentaire sur le reste de la période en lien avec le boom minier.

Note méthodologique :

Solde global de la balance des paiements : Ce solde récapitule l'ensemble des transactions effectuées par les agents privés entre l'économie et le reste du monde. Il correspond à la somme de la variation des actifs extérieurs nets (Banque Centrale et autres institutions de dépôts) et des écarts d'évaluation.

Sources statistiques : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

⁶ Les données de la balance des biens et services communiquées par la BCEAO prennent en compte les valeurs estimées du fret.

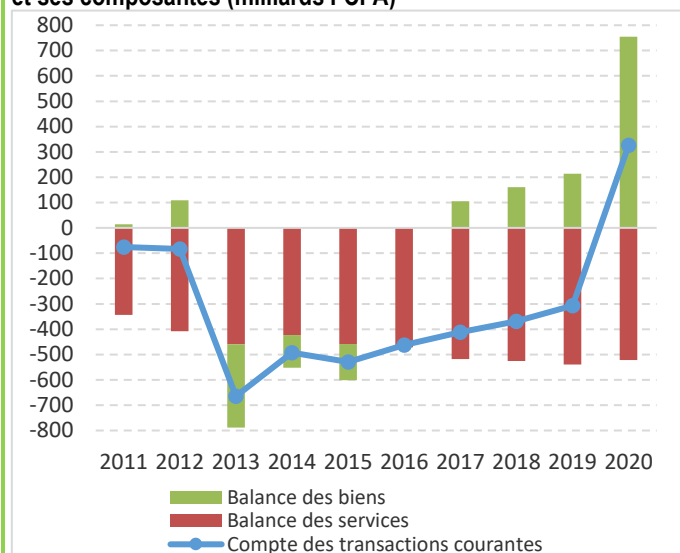
Tableau IV.1 Variation des soldes de la Balance des paiements (milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	14,28	-7,28	-581,70	171,33	-36,13	67,01	50,27	42,83	62,34	633,57
Biens et services	1,76	29,82	-489,15	236,43	-49,66	129,73	58,51	49,08	38,68	558,23
Balance des biens	79,76	94,31	-437,32	200,20	-14,09	142,35	105,61	55,89	53,20	540,36
Balance des services	-78,00	-64,49	-51,84	36,23	-35,57	-12,62	-47,10	-6,81	-14,52	17,87
Revenu primaire	-0,51	-35,34	-54,19	-84,27	-21,96	-32,29	1,35	-36,55	-32,50	-5,60
Revenu secondaire	13,04	-1,76	-38,36	19,17	35,48	-30,43	-9,59	30,30	56,16	80,94
Compte de capital	-7,83	46,71	100,63	-38,22	-46,42	-3,63	22,70	3,00	-49,91	85,69
Compte financier	42,54	94,61	-344,63	119,44	-491,38	99,95	64,18	177,52	60,62	313,33
Solde global	-41,87	-47,49	-143,65	14,10	416,49	-44,17	7,58	-130,69	-48,88	407,73

Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

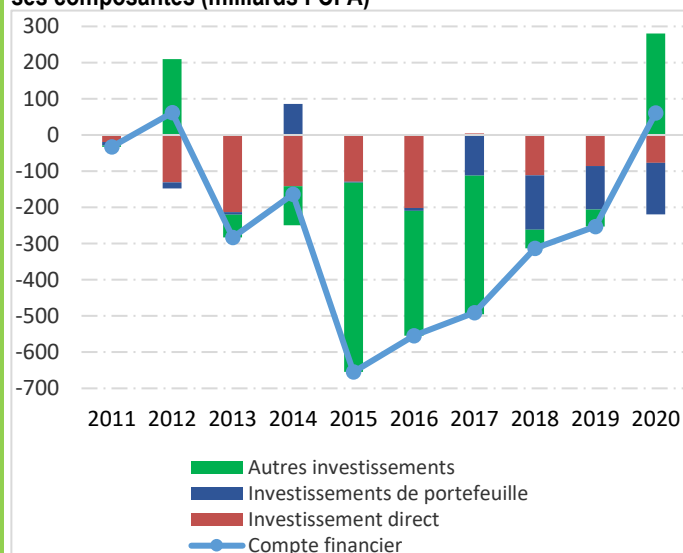
NB : au niveau du compte financier, le signe négatif traduit une augmentation des entrées nettes. Pour les autres comptes, il traduit une détérioration du solde.

Graphique IV.1: Évolution du compte des transactions courantes et ses composantes (milliards FCFA)



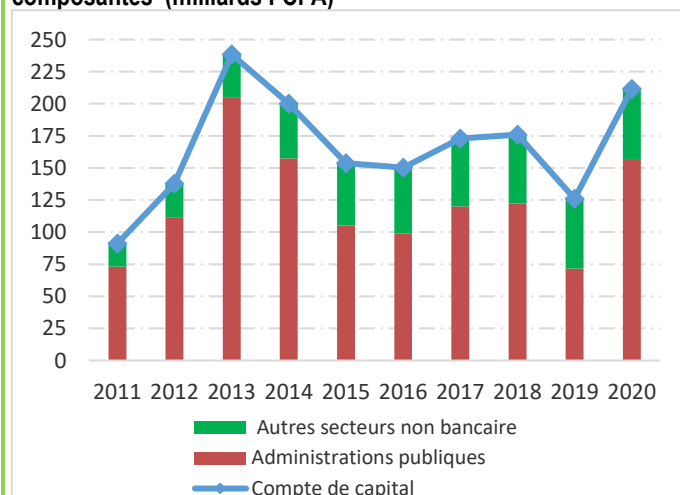
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique IV.2: Évolution de la structure du compte financier et ses composantes (milliards FCFA)



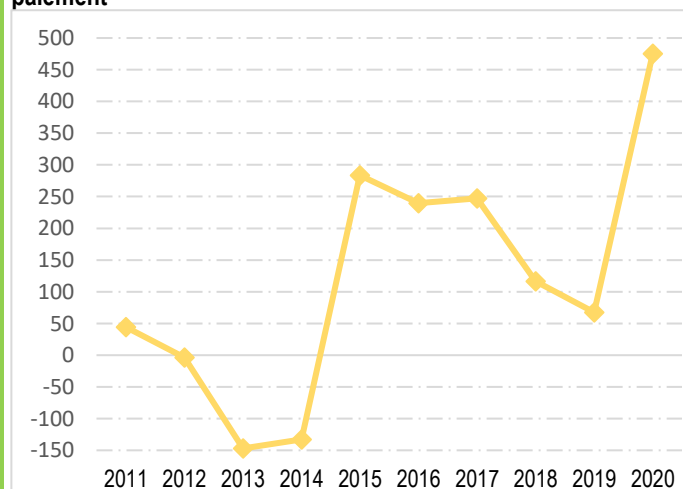
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique IV.3: Évolution du compte de capital et ses composantes (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique IV.4: Évolution du solde global de la balance de paiement



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

IV.2 Situation du commerce extérieur

Points saillants :

- hausse exceptionnelle des recettes d'exportation d'or non monétaire de 54,3% en 2020;
- repli des importations de 3,4% en 2020.

Commentaire général

Évolution du solde commercial

Sur la base des statistiques du commerce extérieur, le solde commercial du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 137,43 milliards FCFA en 2020 contre un déficit de 556,98 milliards FCFA en 2019. Cette situation exceptionnelle s'explique par un accroissement des exportations et une réduction des importations.

Évolution des exportations

Les exportations de biens du Burkina Faso se sont situées à 2 507,19 milliards FCFA en 2020 contre 1 896,72 milliards FCFA en 2019, soit une progression de 32,2% (+610,47 milliards FCFA). Cette augmentation des exportations est essentiellement portée par les produits « Or et alliages d'or à usage non monétaire » (+721,61 milliards FCFA).

De 2011 à 2020, les exportations ont augmenté en moyenne de 9,8% par an essentiellement imputable aux exportations d'« Or et alliages d'or à usage non monétaire » qui ont augmenté en moyenne de 11,5% par an.

Évolution des importations

Les importations de biens du Burkina Faso en 2020 se sont situées à 2 369,76 milliards FCFA contre 2 453,69 milliards FCFA un an plus tôt, soit une baisse de 3,4% (-83,94 milliards FCFA). Cette baisse serait liée au ralentissement des activités commerciales consécutives aux effets des mesures prises dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 notamment la fermeture des frontières terrestres. Rapportées au PIB nominal, les importations représentent 23,0% en 2020 contre 25,1% en 2019. Sur la période sous revue, les importations ont progressé de 8,7% en moyenne par an.

Évolution du taux de couverture

Le taux de couverture des importations par les exportations de biens en 2020 s'est établi à 105,8% contre 77,3% en 2019. Sur la période 2011-2020, le taux de couverture s'est établi en moyenne à 76,7% par an.

Notes méthodologiques

Concepts : Voir Glossaire

Solde commercial : Différence entre les exportations et les importations d'un pays au cours d'une période donnée ;

Taux de couverture : rapport entre les exportations de biens et services et les importations de biens et services. Il mesure la proportion dans laquelle les exportations du pays couvrent ses importations.

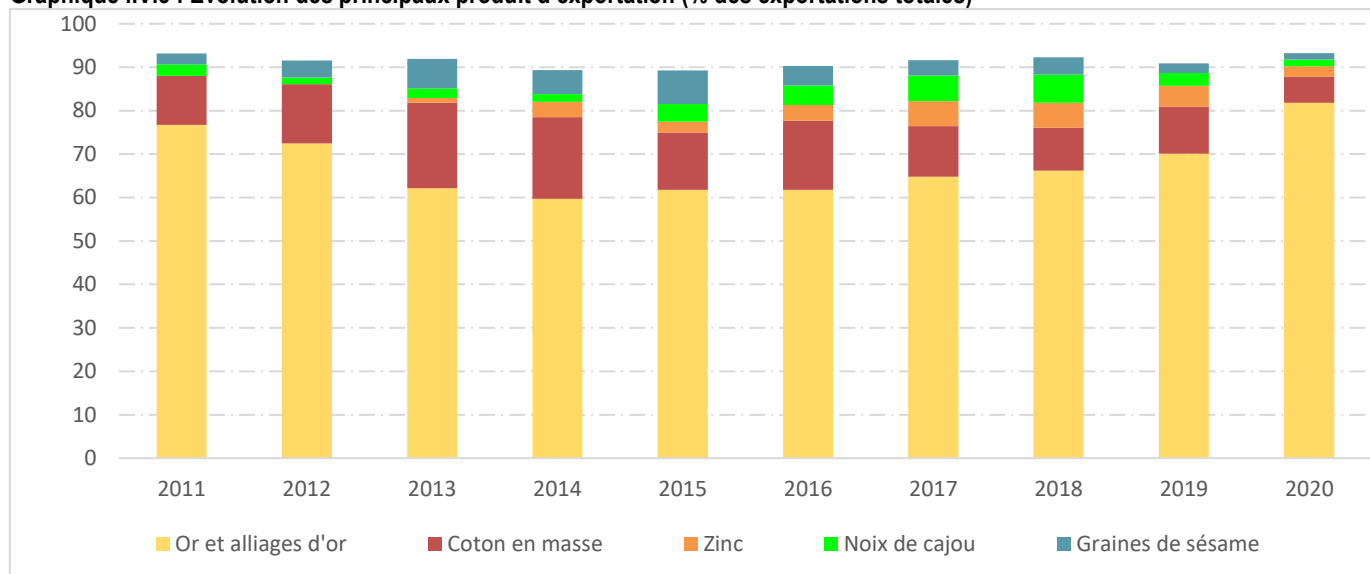
Sources statistiques : DGEES, Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, à partir des publications statistiques de l'annuaire du commerce extérieur 2020 de l'INSD

Tableau IV.2 Évolution de la variation des composantes de la balance des biens (milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Exportations	460,8	6,4	55,1	37,2	76,2	203,4	186,2	122,6	98,5	610,5
Importations	153,4	514,3	310,4	-389,8	99,7	197,7	279,8	162,2	53,5	-83,9
Solde commercial	307,3	-507,9	-255,3	427,0	-23,4	5,6	-93,5	-39,6	45,0	694,4

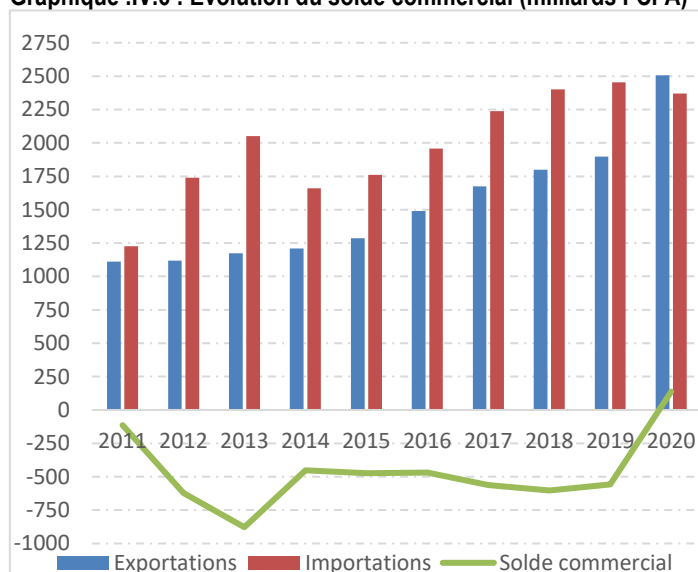
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique .IV.5 : Évolution des principaux produit d'exportation (% des exportations totales)



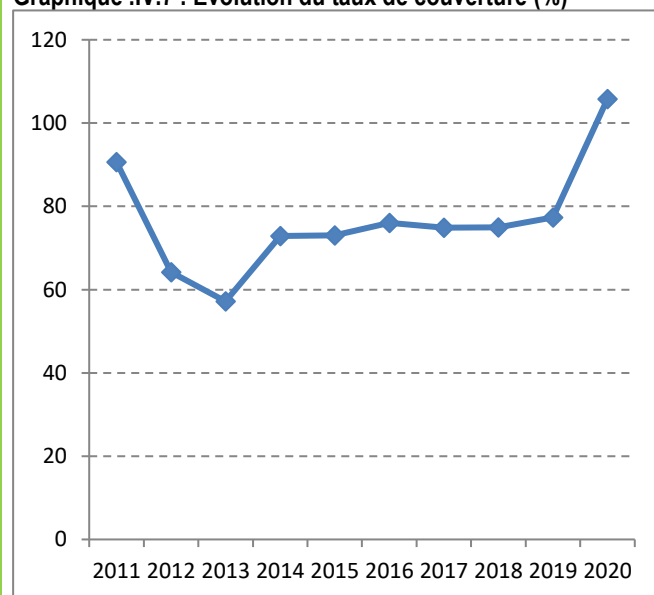
Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique .IV.6 : Évolution du solde commercial (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique .IV.7 : Évolution du taux de couverture (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'Annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V. FINANCES PUBLIQUES

V.1 Situation des prévisions et mobilisations des recettes budgétaires

Points saillants

- tendance haussière des réalisations des recettes budgétaires de 2011 à 2020 (+2,9%);
- hausse exceptionnelle des dons en 2020 ;
- fort taux de réalisation des recettes budgétaires (90,3%) enregistré en 2020.

Commentaire général

Évolution des recettes budgétaires par nature⁷

Les prévisions de recettes budgétaires totales sont passées de 2 107,94 milliards FCFA en 2019 à 2 057,80 milliards FCFA en 2020, soit une baisse de 50,14 milliards FCFA. Cette baisse est consécutive à celle observée au niveau des prévisions des recettes ordinaires (-9,0%) et en particulier des recettes fiscales (-5,7%) et des recettes non fiscales (-25,3%). La baisse des prévisions de recettes en 2020 est imputable à la situation sécuritaire et à la crise sanitaire liée au COVID-19.

De 2017 à 2020, les prévisions de recettes budgétaires ont évolué en dents de scie avec notamment une hausse de 17,4% en 2019 suivie d'une baisse de 2,4% en 2020. Sur la période 2011-2016, il est observé une tendance haussière des prévisions des recettes avec une variation annuelle moyenne de 7,5%. Cependant, des baisses de prévisions sont constatées en 2014 (-2,5%) et en 2015 (-6,2%).

Le recouvrement des recettes budgétaires totales⁸ s'est situé à 1 858,22 milliards FCFA en 2020, avec une augmentation de 53,06 milliards FCFA par rapport à 2019, soit un taux d'accroissement de 2,9%. Cette hausse se justifie en grande partie par la mobilisation exceptionnelle des dons en lien avec les soutiens reçus des partenaires pour atténuer les effets de la maladie à Coronavirus.

La situation des recouvrements des recettes budgétaires de 2017 à 2020 affiche une tendance haussière avec un taux de croissance annuel moyen de 7,9%. Il est constaté sur la période de 2011 à 2016 une tendance haussière des recettes budgétaires avec une croissance annuelle moyenne de 9,6%. Cependant, une baisse de 154,61 milliards FCFA (-10,5%) est observée en 2014 liée aux troubles socio-politiques.

La mobilisation de recettes budgétaires rapportées aux prévisions présente des taux de réalisation annuel moyen de 81,0% sur la période 2011-2016 et de 86,7% pour les années 2017 à 2020.

Évolution des recettes propres mobilisées par régie

En 2020, les recouvrements de la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) ont baissé de 13,5% par rapport à 2019 soit 43,48 milliards FCFA. Sur la période 2011-2020, les recouvrements sont en progression de 11,9% en moyenne par an.

Quant à la Direction générale des impôts (DGI), ses recouvrements en 2020 au profit du Budget de l'Etat ont connu une hausse de 2,0% par rapport à 2019. Sur la période sous revue, elle a connu une progression continue de ses recouvrements excepté 2015, avec une croissance annuelle moyenne de 9,3%.

S'agissant des recouvrements de la Direction générale des douanes (DGD) en 2020, ils sont en baisse de 4,2% par rapport à 2019. De 2011 à 2020, les recouvrements de la DGD ont connu une croissance annuelle moyenne de 7,7%.

En 2020, par rapport aux recettes propres, la DGI a contribué à 49,2%, la DGD à 34,9% et la DGTCP à 15,9%. Sur la période sous revue, les taux de réalisation des régies affichent des niveaux satisfaisants. En effet, le taux moyen annuel de mobilisation des recettes s'établit à 108,5% pour la DGTCP, 98,9% pour la DGD et 98,3% pour la DGI, soit un taux global annuel moyen de 99,5%.

Notes méthodologiques :

Taux de réalisation : Rapport des recouvrements sur les prévisions. Le taux annuel moyen est déterminé à partir de la moyenne arithmétique.

Taux de variation : Variation relative entre le recouvrement/prévisions de l'année (n) par rapport à l'année (n-1). Le taux moyen annuel est déterminé à partir de la moyenne géométrique.

Taux de décaissement : Rapport entre les décaissements et les prévisions des recettes extraordinaires.

Sources statistiques : Direction générale du Budget/Circuit informatisé de la dépense, Régies de recettes

⁷ Le budget est présenté suivant la configuration « Budget programme » depuis l'année 2017 et les emprunts projets et programmes sont classés dans les opérations de trésorerie.

⁸ Il s'agit des recettes mobilisées par les régies au profit du Budget de l'Etat, augmentées des dons projets et programmes.

Tableau V.1: Taux de réalisation des recettes budgétaires (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	115,9	107,1	94,9	84,6	92,7	93,4
Recettes fiscales	118,5	109,0	95,0	82,1	91,8	92,3
Recettes non fiscales	100,0	94,9	96,6	112,5	99,9	102,2
Recettes en capital	113,5	80,6	51,4	43,5	116,2	49,5
Recettes extraordinaires	41,3	49,0	50,5	43,8	70,0	70,8
Dons	55,0	44,8	41,5	34,7	66,8	59,4
Emprunts	20,2	55,9	67,6	59,6	74,7	79,5
Recettes budgétaires	83,9	82,8	77,5	71,1	84,9	85,7

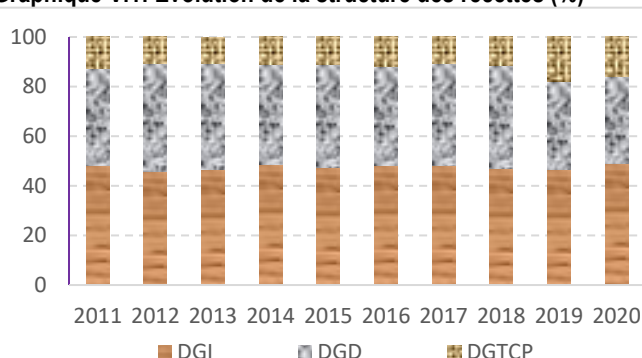
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes

Tableau V.2: Taux de réalisation des recettes budgétaires/nouvelle configuration (%)

	2017	2018	2019	2020
Recettes ordinaires	93,8	95,8	90,4	93,7
Dont				
Recettes fiscales	90,6	95,3	88,8	89,5
Recettes non fiscales	114,9	91,3	94,2	114,1
Recettes extraordinaires	34,5	51,9	53,6	75,5
Dons programmes	23,3	66,6	59,8	89,4
Dons projets et legs	65,8	41,9	42,9	63,8
Recettes budgétaires	82,1	88,6	85,6	90,3

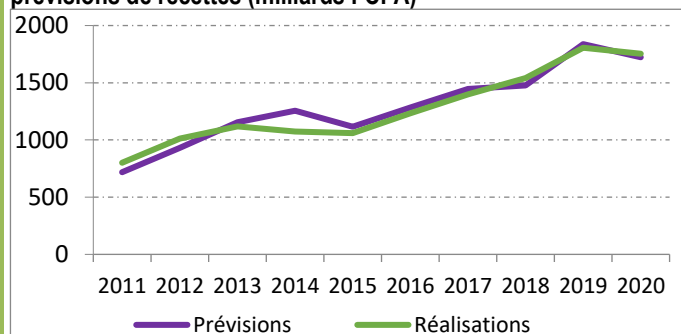
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.1: Évolution de la structure des recettes (%)



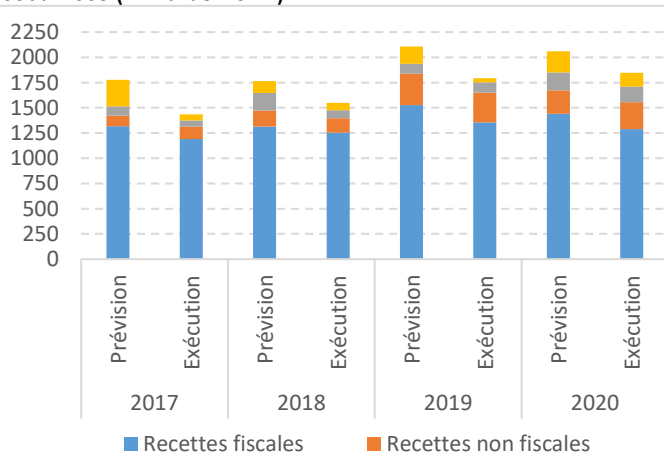
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.2: Évolution comparée des réalisations et des prévisions de recettes (milliards FCFA)



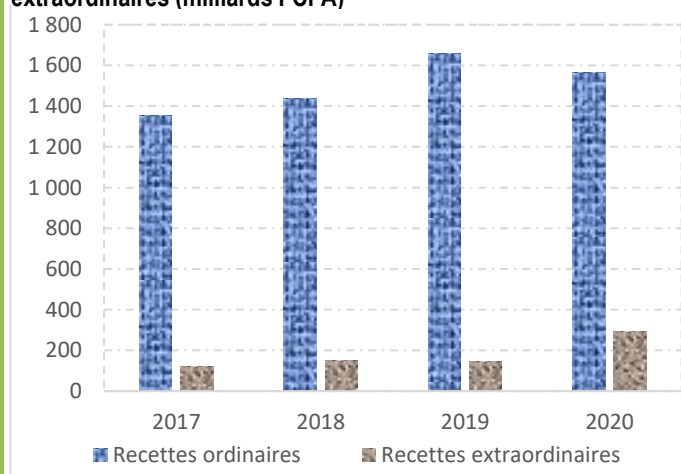
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes

Graphique V.3: Évolution de quelques nature de recettes recouvrées (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes.

Graphique V.4: Évolution des recettes ordinaires et extraordinaires (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances, régies de recettes.

V.2 Situation des dotations et exécutions des dépenses budgétaires

Points saillants :

- hausse continue des paiements de la charge financière de la dette depuis 2017 (+26,2%) ;
- hausse continue des dépenses du personnel sur la période 2011-2020 ;
- hausse exceptionnelle des transferts en capital en 2020.

Commentaire général

Évolution des dotations budgétaires

En 2020, les dotations globales ont augmenté de 7,0% (+166,09 milliards FCFA) par rapport à 2019 où elles étaient de 2 532,76 milliards FCFA. Cette hausse des dotations s'explique essentiellement par la progression des dotations des dépenses ordinaires en particulier les dépenses de personnel (+6,2%) et les charges financières de la dette (+13,4%).

Les dépenses ordinaires sont prépondérantes sur celles en capital avec une part annuelle moyenne de 56,6% et de 64,4%, respectivement pour les périodes 2011-2016 et 2017-2020.

Sur la période 2011-2013, les dotations budgétaires ont connu une hausse continue suivie d'une baisse de 2,5% entre 2013 et 2014 avant de reprendre son envol en 2016 pour se situer à 1 945,21 milliards FCFA.

Les dotations sont passées de 2 297,78 milliards FCFA en 2017 à 2 532,76 milliards FCFA en 2020, soit un accroissement annuel moyen de 3,5%. Cette hausse est portée par les dépenses courantes, en particulier les dépenses de personnel et les transferts courants.

Les dotations des dépenses de personnel ont connu une hausse continue sur la période 2011-2020 avec une croissance annuelle moyenne de 13,8%. Cette progression s'explique essentiellement par l'incidence financière liée à l'accroissement des effectifs des agents publics, à la mise en œuvre de la fonction publique hospitalière, du nouveau statut de la police nationale et de la poursuite de l'application des mesures gouvernementales portant, entre autres, sur le statut valorisant des enseignants.

Depuis 2017, les dotations des charges financières de la dette ont connu une hausse continue passant ainsi de 67,69 milliards FCFA à 113,38 milliards FCFA en 2020.

Concernant les dotations des transferts en capital, elles ont connu une hausse exceptionnelle en 2020 par rapport à 2019, passant de 5,06 milliards FCFA à 65,00 milliards FCFA, en lien avec la restructuration des entreprises suite aux effets de la pandémie à Coronavirus. Sur la période 2011-2020, les dotations des transferts en capital ont évolué en dents de scie avec trois pics (2013, 2018 et 2020) et trois creux (2011, 2016 et 2019).

En 2020, les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat ont enregistré un accroissement de 78,55 milliards FCFA par rapport à 2019. Sur la période 2017-2020, elles ont observé une baisse moyenne de 6,5%. Il est à noter que les efforts engagés par le gouvernement pour la satisfaction des revendications sociales ainsi que la mise en place d'un dispositif d'accueil et de prise en charge des déplacés internes ont accru considérablement les dépenses à caractère social du gouvernement au détriment des investissements productifs.

Évolution de l'exécution des dépenses budgétaires

Les dépenses budgétaires ont été exécutées à hauteur de 94,9% en 2020 en hausse de 4,6 points de pourcentage par rapport à 2019. Sur la période 2011-2016, les dépenses budgétaires sont passées de 1 143,95 milliards FCFA à 1 814,95 milliards FCFA avec un taux d'exécution annuel moyen de 89,5%. De 2017 à 2020, elles sont passées de 1 972,61 milliards FCFA en 2017 à 2 402,91 milliards FCFA en 2020 avec un taux d'exécution annuel moyen de 90,0%.

Le niveau global d'absorption des crédits budgétaires au cours de la période sous revue est tiré vers le bas par celui des dépenses en capital, en particulier celles financées par les subventions et les prêts. Les taux d'exécution par catégorie de dépenses sont ressortis en moyenne à 99,6% pour les dépenses ordinaires et 75,0% pour les dépenses en capital. Pour ce qui concerne les dépenses courantes, leur taux d'exécution moyen annuel s'est établi à 100,4% entre 2011 et 2016 et à 98,5% entre 2017 et 2020.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Taux d'exécution budgétaire : L'exécution budgétaire rapportée à la dotation budgétaire

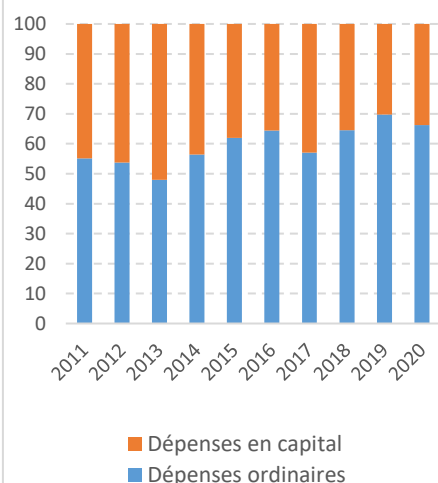
Sources statistiques : Direction général du budget, Circuit informatisé de la dépense

Tableau V.3: Taux d'accroissement des dépenses exécutées (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses ordinaires		31,4	-0,1	14,4	6,1	16,2	1,6	6,4	16,6	3,3
Amortissement, charges de la dette et dépenses en atténuation des recettes		36,3	12,8	51,8	21,7	18,0				
Charges financières de la dette								27,3	18,0	16,5
Dépenses de personnel		18,6	6,0	23,3	7,2	19,1	11,2	12,3	21,4	6,3
Dépenses d'acquisitions de biens et services (dépenses de fonctionnement)		24,2	-2,2	-13,9	15,8	8,0	36,7	10,7	4,5	-12,6
Dépenses de transferts courants		47,6	-8,4	3,0	-5,7	14,0	19,3	-8,7	12,9	0,6
Charges financières de la dette								819,6	-15,6	27,7
Dépenses en capital		44,5	16,4	-31,7	-15,1	21,3	25,7	-16,1	-7,0	40,3
Investissements exécutés par l'Etat		44,5	11,3	-29,2	-14,5	21,0	24,2	-17,4	-3,4	28,9
Part Etat		46,3	26,7	-38,9	-2,8	13,3	73,8	-22,1	-9,0	4,6
Subvention		109,9	39,6	-12,7	-35,0	-4,8	-39,3	-18,4	-11,7	221,4
Prêt		8,8	-57,1	-3,4	-15,1	119,7	-62,8	48,9	43,5	41,2
Transferts en capital		42,8	621,2	-77,0	-48,7	49,3	136,4	34,6	-94,1	4620,2
Dépense globale		36,6	6,8	-6,7	-1,0	17,7	8,7	-1,3	9,8	12,4

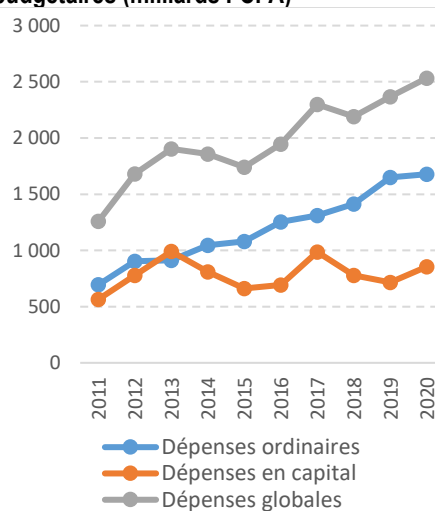
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.5: Évolution de la structure des dotations de dépenses budgétaires par grande catégorie (%)



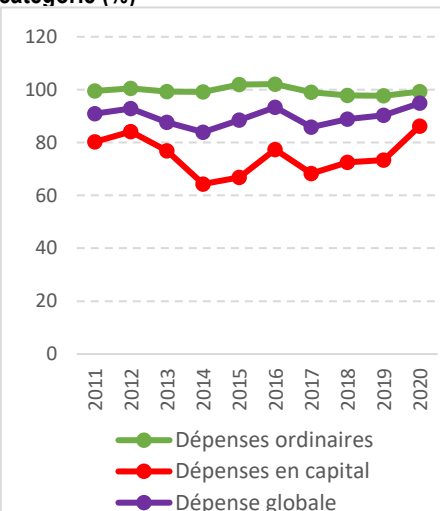
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.6: Évolution des dotations des principales catégories de dépenses budgétaires (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.7: Évolution des taux d'exécution des dépenses par grande catégorie (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.3 Opérations Financières de l'Etat (recettes et dépenses)

Points saillants :

- prépondérance des recettes fiscales dans les recettes totales sur la période sous revue (87,2% en moyenne) ;
- hausse exceptionnelle des dons en 2020 (+135,3%) ;
- hausse des dépenses en capital de 40,1% en 2020.

Commentaire général

Évolution des recettes totales et dons

En 2020, les recettes totales et dons se sont établis à 1 975,34 milliards FCFA, enregistrant une nette amélioration de 93,37 milliards FCFA par rapport au niveau de 2019, soit un taux d'accroissement de 5,0%. Cette situation est essentiellement imputable à l'évolution exceptionnelle des dons.

Sur la période 2011-2020, les recettes totales et dons ont connu une tendance haussière, passant de 1 047,29 milliards FCFA à 1 975,34 milliards FCFA, avec une progression annuelle moyenne de 7,3%. Cependant, des baisses successives ont été enregistrées en 2014 (-8,4 %) et 2015 (-3,3%), dues aux troubles sociopolitiques que le pays a connus durant cette période.

L'analyse de la structure des recettes totales indique qu'elles sont composées principalement des recettes courantes, les recettes en capital n'étant recouvrées que de façon accidentelle. L'évolution des recettes courantes montre une tendance haussière de l'ensemble de ses composantes.

Concernant les recettes fiscales, elles ont baissé de 3,4% (-47,84 milliards FCFA) en 2020. Cette contreperformance est expliquée par les mesures prises par le Gouvernement en faveur des entreprises pour atténuer les effets de la Covid-19. Sur la période, elles sont passées de 695,63 milliards FCFA en 2011 à 1 377,02 milliards FCFA en 2020, avec une progression annuelle moyenne de 7,9%. Rapportées aux recettes totales, les recettes fiscales ont représenté en moyenne 87,2% sur la période.

S'agissant des recettes non fiscales, elles se sont contractées de 40,78 milliards FCFA (-12,6%) en 2020 en lien avec un recouvrement moins important des recettes au titre des licences de téléphonie mobile. Sur la période 2011-2020, elles ont évolué en dents de scie avec une croissance moyenne annuelle de 12,5%. Rapportées aux recettes totales, les recettes non fiscales ont représenté en moyenne annuelle 12,8% sur la période.

Quant aux dons, ils ont connu une croissance exceptionnelle de 135,3% (+181,68 milliards FCFA) en 2020. Cette situation s'explique par les soutiens reçus des partenaires pour atténuer les effets de la maladie à coronavirus. Ils ont connu une évolution erratique sur la période avec une croissance moyenne annuelle de 2,5%.

Dépenses totales et prêts nets

En 2020, les dépenses totales et prêts nets ont connu une croissance de 14,8% par rapport à 2019, passant de 2 177,42 milliards FCFA à 2 499,95 milliards FCFA.

Sur la période sous revue, les dépenses totales et prêts nets ont enregistré un taux de croissance annuel moyen de 8,8%. Cette tendance est imprimée par les dépenses totales qui sont passées de 1 163,39 milliards FCFA en 2011 à 2 504,30 milliards FCFA en 2020, enregistrant ainsi une croissance annuelle moyenne de 8,9%, principalement imputable à l'évolution des dépenses courantes (+ 11,9% en moyenne par an). Les dépenses en capital ont progressé de 4,3% en moyenne annuelle. Les dépenses courantes ont connu une hausse de 4,9% en 2020 contre 18,9% en 2019. Elles sont dominées principalement par les salaires (52,0%). Quant aux dépenses en capital, elles ont augmenté de 40,1% en 2020 par rapport à 2019. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des « dépenses d'investissement sur ressources extérieurs » (+148,90 milliards FCFA) et des « transferts en capital et restructuration » (+60,39 milliards FCFA).

En 2020, les prêts nets se sont situés à -4,35 milliards FCFA contre -23,85 milliards FCFA en 2019. Sur la période, ils ont connu une variation erratique avec une moyenne annuelle de -9,22 milliards FCFA traduisant des remboursements plus importants que les prêts accordés.

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Recettes totales et dons: Recettes courantes (*recettes fiscales, recettes non fiscales*) + Recettes en capital + Dons.

Dépenses totales et prêts nets: Dépenses courantes (*dépenses de personnel, des dépenses de fonctionnement, intérêts dus et transferts courants*) + Dépenses en capital + prêts nets

Sources statistiques: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau V.4: Taux de progression des opérations de recettes de l'État (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes courantes	16,5	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2	-5,1
Recettes fiscales	23,0	28,1	11,4	-5,2	-1,2	15,7	15,1	9,4	5,2	-3,4
Recettes non fiscales	-15,2	10,3	15,4	-0,5	-4,3	30,7	-2,6	16,9	82,9	-12,6
Recettes en capital	107,1	19650,2	16,7	-89,6	-56,8	503,5	-100,0	-100,0	-	-
Recettes totales	16,5	25,9	11,9	-4,7	-1,6	17,4	12,9	10,2	14,2	-5,1
Dons	27,5	9,4	16,9	-20,9	-10,3	-21,7	7,8	10,7	-37,6	135,3
Recettes totales et dons	19,0	21,9	13,0	-8,4	-3,3	10,4	12,3	10,2	7,8	5,0

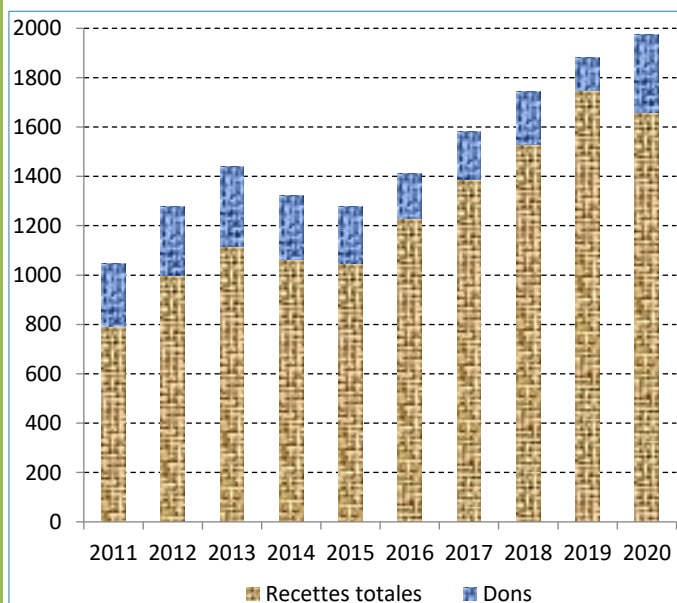
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.5: Taux de progression des opérations de dépenses de l'État (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dépenses Totales	7,4	25,0	15,4	-14,1	-1,2	15,5	30,7	-0,6	3,0	13,8
Dépenses courantes	18,3	31,9	-1,2	8,3	4,1	21,2	17,9	4,9	18,9	4,9
Salaires	14,5	18,1	7,0	23,0	7,1	18,3	11,4	14,1	19,8	6,3
Dépenses de fonctionnement	7,0	24,1	-1,6	-13,7	6,9	16,9	36,0	12,7	1,1	-11,2
Intérêts dus	32,5	47,8	-16,9	26,6	-0,6	49,4	6,4	39,9	20,4	20,1
Transferts courants	28,0	50,8	-7,1	-2,3	-0,5	23,0	23,2	-15,8	25,9	5,3
Dépenses en capital	-3,1	16,8	37,3	-35,4	-9,6	5,1	57,9	-9,3	-26,2	40,1
Investissements sur ressources propres	-4,5	22,3	23,5	-33,7	-8,1	11,9	68,5	-21,6	-6,3	3,3
Investissements sur ressources extérieures	-0,8	7,4	22,4	-18,8	-29,7	19,3	35,2	-7,9	-39,4	109,1
Transferts en capital et restructurations	1,4	42,8	1642,1	-90,5	414,3	-85,1	136,4	397,8	-98,4	4619,5
Prêts nets	-142,8	-133,1	2724,1	-75,2	104,8	-31,0	-59,3	186,5	136,2	-81,8
Dépenses totales et prêts nets	8,3	24,6	13,8	-13,2	-1,6	15,9	31,2	-0,9	2,3	14,8

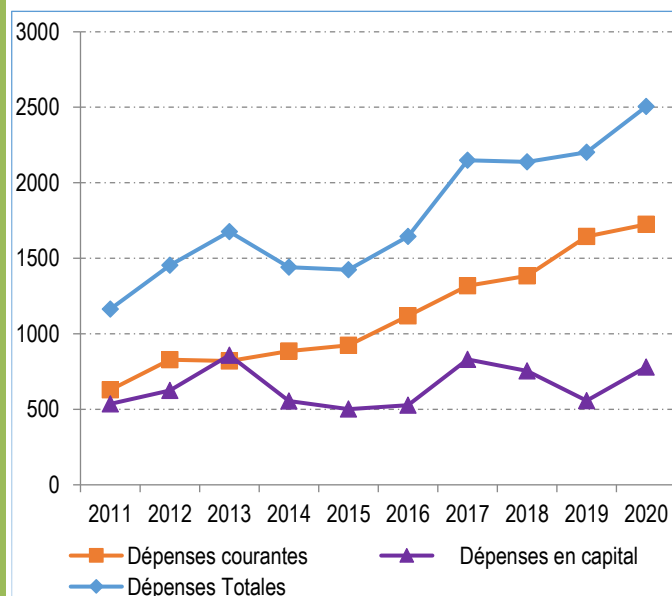
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.8: Évolution des recettes totales et dons (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.9 : Évolution des dépenses par composante (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.4 Opérations Financières de l'État (soldes caractéristiques)

Points saillants

- aggravation du déficit global base engagement en 2020;
- solde courant déficitaire en 2020.

Commentaire général

Évolution du solde global base engagement

Le solde global base engagement est ressorti à -524,6 milliards FCFA en 2020, en aggravation de 229,16 milliards FCFA par rapport à 2019. Ce déficit est essentiellement lié aux mesures prises dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et l'équipement des forces armées nationales qui ont impacté négativement les recettes et positivement les dépenses. Sur la période 2011-2020, il affiche un déficit moyen de 274,4 milliards FCFA, traduisant ainsi la non couverture des dépenses totales et prêts nets par les recettes totales et dons.

Évolution du solde courant

En 2020, le solde courant est ressorti à -65,23 milliards FCFA contre 103,21 milliards FCFA en 2019, soit une détérioration de 168,44 milliards FCFA. Ce solde déficitaire est dû à un effet conjugué d'une augmentation des dépenses courantes (+4,9%) et d'une baisse des recettes courantes (-5,1%).

Sur la période sous revue, le solde courant a été excédentaire avec un excédent moyen annuel de 130,43 milliards FCFA.

Évolution du solde global base caisse

En 2020, le déficit global base caisse s'est aggravé de 234,8 milliards FCFA par rapport à 2019 pour s'établir à 532,8 milliards FCFA.

Le solde global base caisse est déficitaire sur la période sous revue avec un niveau moyen de -256,6 milliards FCFA. Cette situation est imputable notamment au déficit enregistré au niveau du solde global base engagement.

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Prêts nets : différence entre les prêts effectués par l'État et les remboursements

Solde courant : différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes

Solde global base engagement : somme des recettes totales y compris dons moins les dépenses totales et prêts nets

Solde global base caisse : Solde global base engagement plus ajustement caisse

Sources statistiques : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique

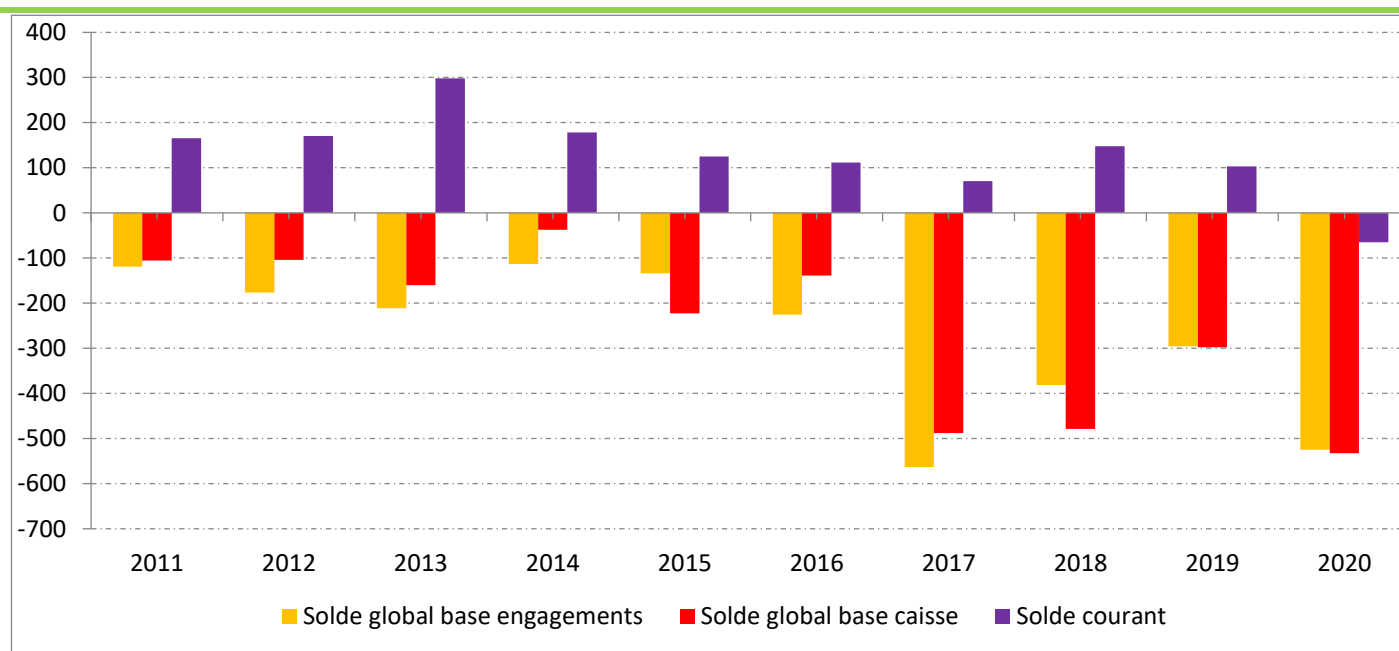
Tableau V.6: Variation annuelle des soldes caractéristiques du TOFE (milliards FCFA)

	Montant en 2019	Montant en 2020	Variation en valeur			
			2017/2016	2018/2017	2019/2018	2020/2019
Solde courant	103,21	-65,23	-41,12	76,80	-44,20	-168,44
Solde global base engagement	-295,45	-524,61	-337,15	181,16	86,29	-229,16
Solde global hors dons (base engagement)	-429,73	-840,57	-351,26	160,37	167,10	-410,84
Ajustement caisse	-2,59	-8,22	-12,33	-171,41	94,06	-5,63
Solde global base caisse	-298,04	-532,83	-349,48	9,74	180,34	-234,79
Solde de base	-293,23	-555,18	-287,65	141,09	78,44	-261,95
Solde primaire de base	-176,16	-414,60	-283,48	168,82	98,27	-238,44
Solde primaire courant	220,28	75,35	-36,95	104,52	-24,37	-144,93

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

- Variation négative = détérioration du solde
- Variation positive = amélioration du solde

Graphique V.10: Évolution du solde globale base engagement et du solde global base caisse (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.5 Situation de la dette publique (Encours de la dette et service de la dette)

Points saillants

- tendance à la hausse de l'encours de la dette publique (+14,2% en moyenne annuelle);
- hausse continue de l'encours de la dette intérieure (+26,4% en moyenne annuelle).

Commentaire général

Évolution de l'encours total de la dette

En 2020, l'encours de la dette publique a connu un accroissement de 20,4% par rapport à 2019.

Sur la période 2011-2020, il est passé de 1 459,57 milliards FCFA à 4 777,67 milliards FCFA, soit une progression annuelle moyenne de 14,2%.

Évolution de l'encours de la dette extérieure

En 2020, l'encours de la dette extérieure s'est situé à 2 464,25 milliards FCFA contre 2 188,57 milliards FCFA en 2019, soit une progression de 12,6%. Il représente 51,6% de l'encours total de la dette en baisse de 3,6 points de pourcentage par rapport à 2019. La composante multilatérale représente 88,4% de l'encours de la dette extérieure en 2020 et 45,6% de l'encours total.

Sur la période sous revue, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 8,6% en moyenne annuelle à l'exception de l'année 2017 où il s'est contracté de 1,3%. La composante extérieure représente 67,8 % en moyenne de l'encours total de la dette sur la période.

Évolution de l'encours de la dette intérieure

En 2020, l'encours de la dette intérieure a connu une progression de 30,0% (+534,47 milliards FCFA) par rapport à celui de 2019. Cette hausse est essentiellement portée par les marchés monétaires et financiers (+356,09 milliards FCFA) et les institutions financières (+190,82 milliards FCFA). L'augmentation de ces postes est imputable aussi bien à l'accroissement des titres publics qu'aux crédits à court terme accordés par des banques de la place et au financement de la voie de contournement. Cet encours est dominé par les marchés monétaires et financiers qui représentent 80,5%.

Entre 2011 et 2020, la composante intérieure de la dette publique a connu un accroissement annuel moyen de 26,4%, passant de 287,36 milliards FCFA à 2 313,42 milliards FCFA. Sa proportion dans l'encours total de la dette est de plus en plus importante sur la période passant de 19,7% à 48,4%, soit une moyenne annuelle de 32,2%. L'évolution du stock de la dette intérieure ces dernières années, est principalement expliquée par les émissions de titres publics (Bons et Obligations du Trésor) sur le marché sous régional.

Évolution du service de la dette

En 2020, le service de la dette s'est établi à 558,53 milliards FCFA contre 345,07 milliards FCFA en 2019, soit un accroissement de 61,9%. Il est dominé par le service de la dette intérieure (84,8%).

Sur la période sous revue, le service de la dette est en constante progression avec un taux d'accroissement moyen annuel de 27,8%. Sa composante intérieure a représenté 69,7% sur la période. Cette tendance haussière du service de dette intérieure est résultante du recours de plus en plus accru au financement domestique à des taux d'intérêt compris entre 3,00% et 7,25% avec une maturité compris entre 3 et 10 ans. Contrairement à la dette extérieure, sa maturité est plus longue (40 ans) et ses taux d'intérêt plus faibles (0%).

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Service de la dette : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.

Encours de la dette : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau V.7: Évolution des taux d'accroissement de l'encours de la dette publique (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette extérieure	4,8	10,1	0,4	9,0	14,3	9,4	-1,3	9,6	14,6	12,6
Dette bilatérale	5,4	0,8	-2,1	2,9	8,8	1,9	-1,8	3,2	-1,1	18,0
Dette multilatérale	4,7	12,2	0,9	10,2	15,3	10,6	-1,2	10,6	16,9	11,9
Dette intérieure	39,3	22,4	24,5	19,5	9,6	27,5	40,1	42,2	22,1	30,0
Institutions financières	496,3	0,1	65,4	-8,9	11,9	-3,9	-24,4	-32,5	207,0	152,9
Institutions non financières	-9,7	667,9	-19,9	-5,9	-36,5	-68,0	-26,0	2181,6	-7,9	-8,4
Marché monétaire et financier	29,7	4,3	27,7	31,2	14,6	39,3	49,1	31,1	20,0	23,7
Autres dettes intérieures										
Dette publique Totale	10,2	12,5	5,6	11,7	13,0	14,1	10,8	21,6	17,9	20,4

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.8: Évolution des taux d'accroissement du service de la dette publique (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dette extérieure	15,8	26,4	3,8	17,1	7,1	15,5	24,9	11	3	5,5
Dette intérieure	-6,4	43,3	20,8	66,5	7,8	43,9	-7,6	11,9	48,7	79
Amortissement	-22,1	23,2	67,4	67,8	12,6	33,1	-10	-5,3	126	49,9
Charges, intérêts et commissions	36,7	74,8	-31	62,9	-5,3	79,4	-1,1	50,1	-58,6	300
Total service de la dette publique	2,1	35,9	13,9	48,3	7,6	35,7	0,4	11,7	34,8	61,9

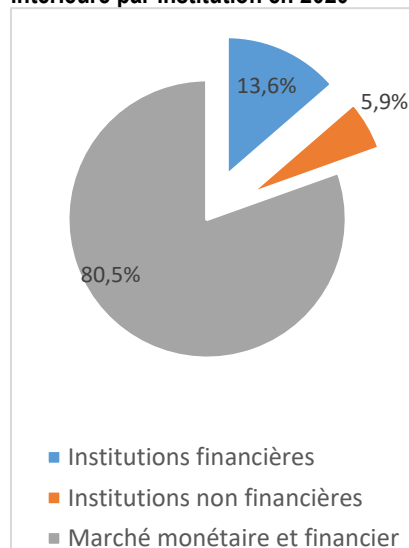
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.9: Évolution de la structure de l'encours et du service de la dette publique (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Extérieure	80,3	78,6	74,7	73	73,8	70,7	63	56,73	55,2	51,6
Intérieure	19,7	21,4	25,3	27	26,2	29,3	37	43,27	44,8	48,4
Service de la dette	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Extérieure	43,5	40,4	36,8	29,1	29	24,7	30,7	30,52	23,3	15,2
Intérieure	56,5	59,6	63,2	70,9	71	75,3	69,3	69,48	76,7	84,8

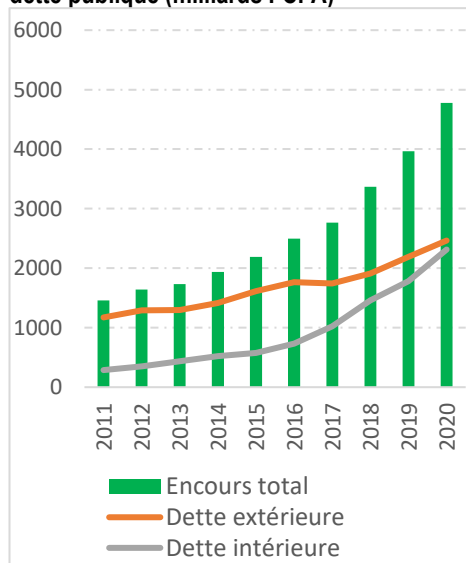
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.11: Structure de la dette intérieure par institution en 2020



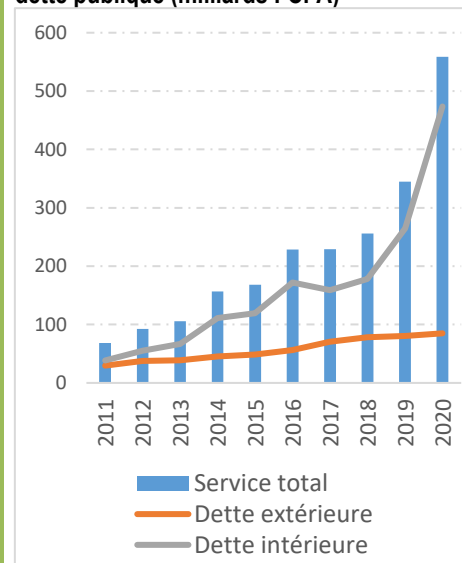
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.12: Évolution de l'encours de la dette publique (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.13: Évolution du service de la dette publique (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.4 Situation de la dette publique (ratios d'endettement)

Points saillants

- respect des normes pour l'ensemble des ratios de soutenabilité.

Commentaire général

Évolution des ratios de soutenabilité de la dette

Les principaux ratios calculés sont : « *Service de la dette extérieure/exportations (SD/XBS)* », « *Service de la dette extérieure/recettes budgétaires hors dons (SD/Rev)* » et « *Encours de la dette publique/PIB* ». Toutes les normes de soutenabilité ont été respectées sur la période 2011-2020.

Le ratio SD/XBS a oscillé entre 2,6% et 3,9% sur la période sous revue pour une norme de 15% au maximum.

Le ratio SD/Rev a oscillé entre 3,4% et 5,1% sur la même période pour une norme de 18% au maximum.

Le ratio encours de la dette publique/PIB⁹ est en progression continue entre 2011 et 2020, passant de 28,8% à 47,2% pour une norme de 70% maximum.

Note méthodologique

Concepts : Voir Glossaire

Ratio : rapport entre deux valeurs financières ou économiques (d'un pays) établissant la comparaison entre une situation et une norme donnée

Ratio d'endettement : Ce ratio compare les dettes du Burkina Faso à ses richesses et ses ressources budgétaires en vue d'évaluer sa capacité de remboursement.

NB : Le calcul du ratio Encours/PIB prend en compte l'encours de la dette des sociétés d'Etat.

Sources statistiques : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

⁹ Comptes nationaux selon la nouvelle base de 2015

Tableau V.10: Évolution des principaux ratios d'endettement

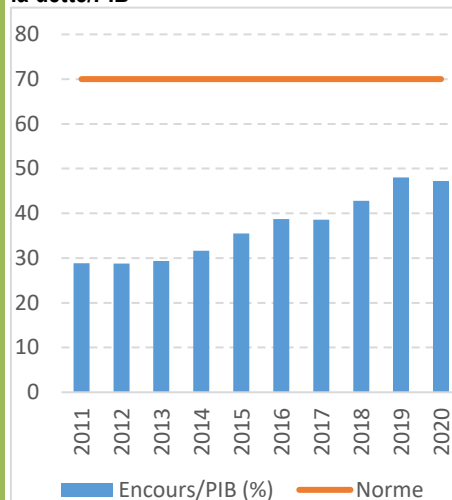
	Norme	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio de soutenabilité											
SD/XBS	≤ 15	2,60	2,56	2,89	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91	2,90
SD/Rev	≤ 18	3,71	3,75	3,40	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80
Critère de convergence*											
Encours/PIB	≤ 70	28,84	28,81	29,37	31,64	35,51	38,75	38,55	42,79	48,03	47,20

Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

NB : **PIB** : Produit intérieur brut, **XBS** : Exportation des biens et services, **Rev** : Revenu (recettes budgétaires hors dons), **SD** : Service de la dette extérieure

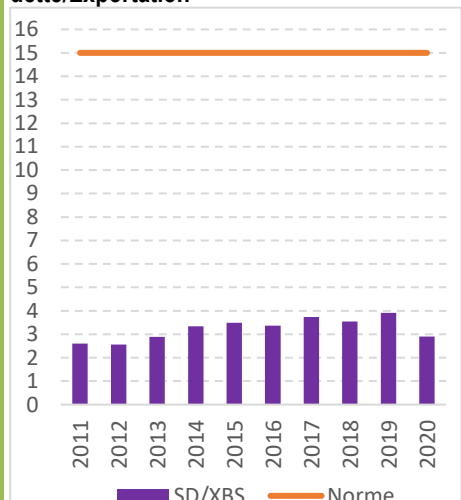
(*) : l'encours de la dette ici prend en compte la dette rétrocédée

Graphique V.14: Évolution de l'encours de la dette/PIB



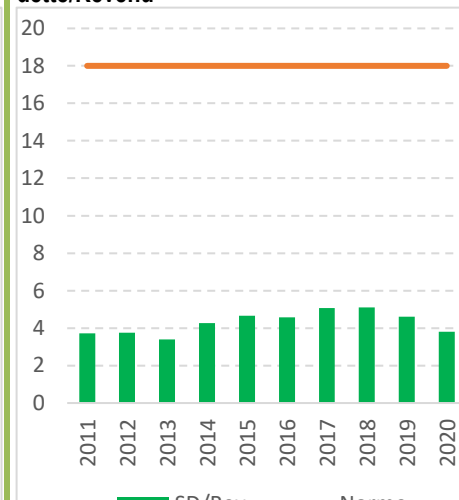
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.15: Évolution du service de la dette/Exportation



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.16: Évolution du service de la dette/Revenu



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.6 Situation globale de l'Aide Publique au Développement

Points saillants

- hausse exceptionnelle de 38,3% de l'APD en 2020 ;
- trois quarts de l'APD constitués de dons sur la période 2011-2020 ;
- prédominance de l'aide projet (70,1%) sur la période 2011-2020 .

Commentaire général

Évolution de l'APD

En 2020, le montant de l'APD s'est établi à 2 141,66 millions \$US contre 1 548,72 millions \$US en 2019, soit une hausse de 38,3%. Cette hausse exceptionnelle de l'APD en 2020 pourrait s'expliquer d'une part, par la concrétisation des engagements pris lors de la conférence de Paris de décembre 2016 sur le financement du PNDES et d'autre part, par la mobilisation des Partenaires techniques et financiers (PTF) à accompagner le pays pour juguler les effets socioéconomiques de la pandémie à coronavirus. Il est à noter que la baisse la plus accentuée a été constatée en 2014 (-3,8%).

De 2011 à 2020, le volume de l'APD accordé au Burkina Faso a connu une évolution à la hausse avec une progression annuelle moyenne de 6,5%. En effet, l'APD a connu une phase de faible croissance de 2,0% entre 2011 et 2012 ainsi qu'une forte croissance de 17,2% sur la période 2017-2020. Elle a enregistré une baisse de 4,6% sur la période 2013-2016 en lien notamment avec le contexte socio-politique.

Évolution de l'APD par nature de financement

Selon la nature de financement (don ou prêt), les dons ont représenté 65,2% du volume de l'APD en 2020. Au cours de la période sous revue, l'APD reste dominée par sa composante « don » qui a représenté en moyenne 74,2%. Pour ce qui concerne les prêts, il a été observé un accroissement de 213,39 millions \$US entre 2019 et 2020, soit 40,1%. Quant aux dons, ils ont augmenté de 379,55 millions \$US (+37,3%) entre 2019 et 2020.

Évolution de l'APD selon les instruments de financement¹⁰

En 2020, l'aide projet a représenté 67,8% du volume global de l'APD contre 26,9% pour les appuis budgétaires, 5,0% pour l'assistance et secours d'urgence et 0,3% pour l'aide alimentaire.

Sur la période 2011-2020, l'aide projet est restée l'instrument de financement qui a le plus contribué à la formation de l'APD avec une proportion annuelle moyenne de 70,1%. Concernant les appuis budgétaires, ils ont représenté en moyenne 25,0% de l'APD sur la période. Quant à « l'aide alimentaire » et « l'assistance et secours d'urgence », ils ont représenté en moyenne respectivement 2,7% et 2,1%.

Évolution de la structure de l'APD selon le groupe de donateur

En 2020, la structure de l'APD reçue par le Burkina Faso est composée de l'aide multilatérale (59,6%), de l'aide bilatérale (36,6%) et de la contribution des ONG internationales (3,9%).

Sur la période 2011-2020, l'aide multilatérale est restée prédominante avec une proportion moyenne de 58,5% suivi de l'aide bilatérale avec une proportion moyenne de 37,3%.

Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

Le ratio « APD/PIB nominal » est ressorti à 11,9% en 2020. Sur la période sous revue, ce ratio a connu une évolution discontinue et s'affiche en moyenne à 9,0% par an.

Quant au ratio « APD/habitant », en 2020, il est ressorti à 57 320 FCFA par habitant. De 2011 à 2020, il s'est situé à 36 967 FCFA par habitant en moyenne annuelle.

Note méthodologique :

APD/habitant : Rapport de l'APD totale en dollars US sur la population totale de l'année.

APD/PIB : Rapport de l'APD totale sur le PIB nominal.

Sources statistiques : Direction générale de la coopération

¹⁰ Les instruments de financement comprennent l'aide projet, l'appui budgétaire, l'aide alimentaire et l'assistance et secours d'urgence

Tableau V.11: Évolution de la structure de l'Aide extérieure par nature de financement (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Prêts	31,0	16,5	10,3	23,2	25,3	28,7	24,9	28,9	34,4	34,8
Dons	69,0	83,5	89,7	76,8	74,7	71,3	75,1	71,1	65,6	65,2
Total APD	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.12: Évolution de la structure de l'Aide publique au développement selon les instruments de financements (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet	66,1	61,6	69,1	72,7	58,8	70,7	83,6	78,8	72,2	67,8
Appui budgétaire	32,6	29,9	22,3	24,4	38,2	25,8	11,8	16,8	21,2	26,9
Aide alimentaire	0,9	4,6	3,4	2,0	2,3	2,9	4,6	3,5	2,6	0,3
Assistance et secours d'urgence	0,4	3,9	5,2	0,9	0,7	0,6	0,1	0,8	4,0	5,0
Total APD	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.13: Évolution du taux d'accroissement de l'APD selon les principaux instruments de financements (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet (en millions \$US)	9,0	-4,9	10,6	1,3	-19,3	19,5	22,5	19,7	-1,4	29,9
Appui budgétaire (en millions \$US)	13,0	-6,2	-26,4	5,3	55,7	-32,7	-52,8	81,8	35,5	74,9
Total APD (en millions \$US)	7,9	2,0	-1,3	-3,8	-0,4	-0,5	3,6	26,9	7,5	38,3
Total APD (en milliards FCFA)	-1,3	10,7	-0,9	-3,8	-0,4	17,1	1,8	21,3	13,3	35,9

Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.14: Évolution de la part contributive de l'Aide Publique au Développement par groupe donateur

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Bilatéral	39,1	42,7	47,0	36,8	37,2	36,2	37,4	29,2	30,5	36,6
Multilatéral	56,0	54,0	50,1	59,4	57,8	60,3	56,8	66,6	64,5	59,6
ONG Internationales	4,8	3,3	2,9	3,8	5,0	3,4	5,8	4,3	4,9	3,9
Ensemble	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

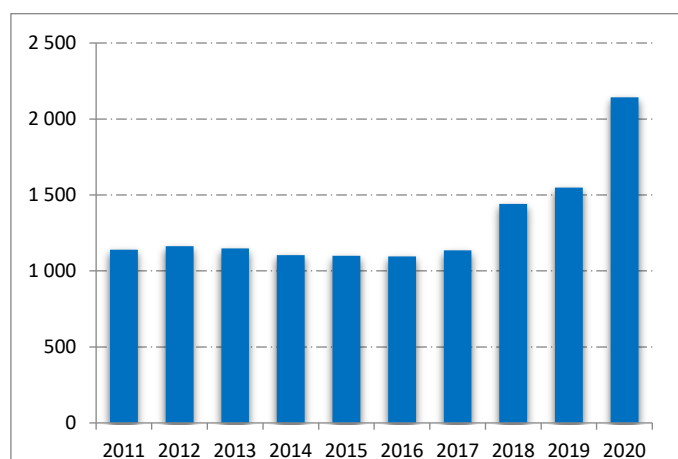
Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.15: Évolution des principaux ratios de l'Aide Publique au Développement

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
APD/PIB (en %)	9,3	9,1	8,7	8,1	7,9	8,5	8,1	9,1	9,6	11,9
APD/tête (en \$US)	70,1	69,3	66,3	61,8	59,7	57,5	57,8	71,1	74,2	99,6
APD/tête en milliers FCFA	32,4	34,8	33,3	31,1	30,0	34,1	33,6	39,6	43,5	57,3

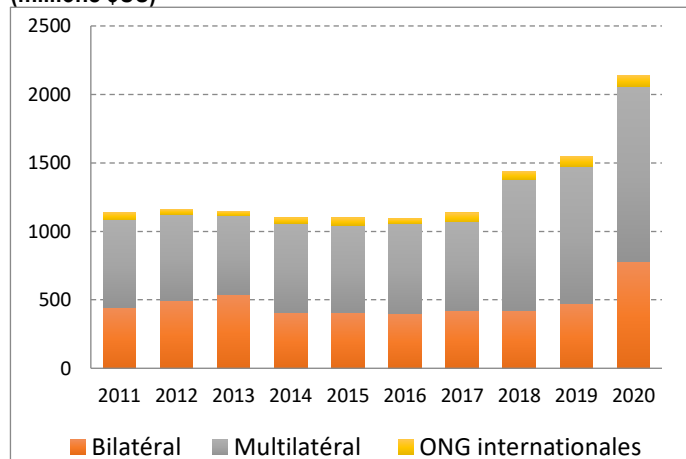
Source : DGEES, à partir de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.17: Évolution de l'APD (millions \$US)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.188: Structure de l'APD selon le groupe de donateur (millions \$US)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.7 Évolution des composantes des recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Points saillants :

- hausse des recettes propres de 7,3% en 2019 ;
- Baisse du taux d'absorption des recettes de 8,9 points de pourcentage en 2019

Commentaire général

Évolution des principales composantes des recettes

En 2019, le montant total des recettes des collectivités territoriales (CT) s'est chiffré à 191,25 milliards FCFA, en hausse de 7,81 milliards FCFA (+4,3%) par rapport à 2018. S'agissant des recettes de fonctionnement, elles sont passées de 111,63 milliards FCFA en 2018 à 118,07 milliards FCFA en 2019, soit un taux de croissance de 5,8%. Cette augmentation est expliquée entre autres par l'augmentation des recettes propres (recettes fiscales et recettes non fiscales), qui a enregistré une croissance de 7,3% en 2019. Les recettes d'investissement quant à elles, ont connu une augmentation de 5,23 milliards FCFA, pour s'établir à 92,56 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 6,1%.

Sur la période 2011-2019, l'analyse des recettes des CT indique une tendance haussière avec une croissance annuelle moyenne de 12,9% pour les recettes de fonctionnement, de 10,6% pour les recettes d'investissement et 11,7% pour l'ensemble des recettes. Cependant, une baisse a été constatée en 2014 pour les recettes de fonctionnement (-4,6%), et en 2014 et 2018 pour les recettes d'investissement (-3,4% et -8,1% respectivement).

Évolution des principales composantes des dépenses

En 2019, le montant total des dépenses des CT s'est chiffré à 114,21 milliards FCFA, en baisse de 11,68 milliards FCFA, soit une régression de 9,3% par rapport à 2018. Cette baisse est imputable aux deux nature de recettes. En effet, l'analyse de la structure des dépenses montre que les dépenses de fonctionnement sont passées de 83,71 milliards FCFA en 2018 à 83,00 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 0,7%. Les dépenses d'investissement quant à elles ont connu une baisse de 7,05 milliards FCFA (-12,2%) pour s'établir à 50,59 milliards FCFA en 2019.

Sur la période 2011-2019, les dépenses des collectivités ont connu une croissance ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 9,8%. Cependant, en plus de la baisse enregistrée en 2019, il en a été enregistré en 2014 (-8,7%) et en 2016 (-0,5%).

Évolution du taux d'absorption

Une analyse de l'évolution des recettes et des dépenses des CT montre un taux d'absorption annuel moyen de 64,5% sur la période 2011-2019. Ce taux s'est établi à 59,7% en 2019 contre 68,6% en 2018, soit une régression de 8,9 points de pourcentage. En 2019, le taux d'absorption des dépenses de fonctionnement a été de 70,3% tandis que celui des dépenses d'investissement s'est établi à 54,6% en 2018.

Notes méthodologiques :

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales

Taux de couverture : Rapport entre les recettes mobilisées et les dépenses exécutées par les collectivités territoriales

Sources statistiques : Direction générale du développement territorial /MINEFID.

Tableau V.15: Variation des recettes des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2,99	2,09	3,24	-2,3	12,03	2,60	27,48	21,82	6,44
Recettes fiscales	0,74	0,29	2,87	0,8	-1,16	3,66	-0,44	5,39	2,45
Recettes non fiscales (hors autres subventions)	0,29	0,37	0,70	1,0	-0,30	1,89	2,53	2,45	0,77
Dotations liées aux compétences transférées	-0,19	1,19	2,52	-6,5	9,87	-5,94	21,95	0,46	-0,77
Appuis financiers de l'État (DGF, TPP, participation de l'état)	0,20	0,40	-1,84	2,4	1,53	-0,41	-1,08	3,17	3,98
Autres subventions	0,86	-1,31	0,76	0,7	-0,49	-0,74	-0,62	0,81	0,95
Report de fonctionnement	1,09	1,15	-1,77	-0,8	2,58	4,14	5,14	9,54	-0,94
RECETTES D'INVESTISSEMENT	2,68	9,55	6,17	-2,0	7,25	9,06	23,59	-7,73	5,29
Epargne sur fonctionnement	0,72	0,46	0,21	0,3	0,40	0,65	2,17	3,93	3,92
Soutien équipement /État	15,72	-14,40	0,03	-0,4	-4,13	8,08	-4,12	-3,98	14,52
Dotations liées aux compétences transférées	0,00	11,03	3,31	-8,3	4,26	-2,36	19,67	-15,74	-1,85
Autres recettes d'investissement	-17,65	11,33	-1,80	0,0	4,75	5,52	0,21	-1,24	-2,74
Report investissement	3,88	1,13	4,41	6,3	1,98	-2,84	5,66	9,30	-8,56
TOTAL RECETTES (A+B-Épargne)	4,94	11,18	9,20	-4,5	18,88	11,00	48,90	10,16	7,81

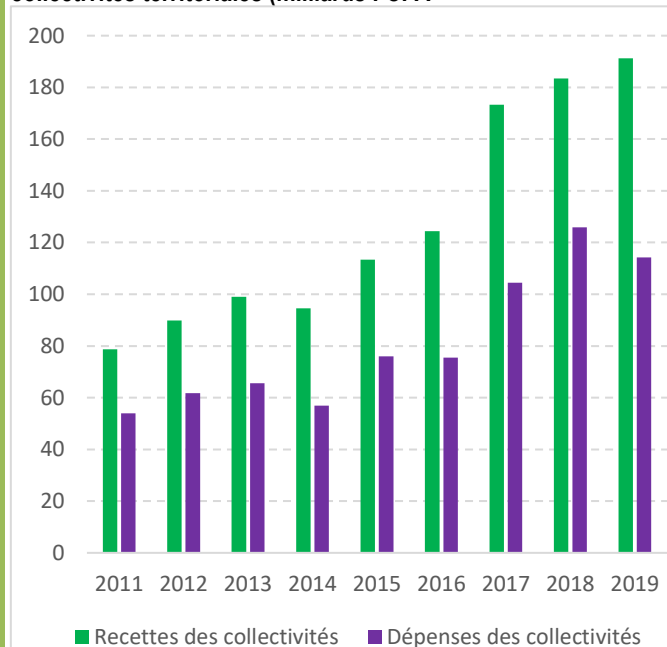
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.16: Variation des dépenses des collectivités territoriales par nature (milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Dépenses de fonctionnement (A)	2,33	3,33	4,25	-4,55	8,03	-2,95	17,64	23,18	-0,71
Epargne section de fonctionnement	0,72	0,46	0,21	0,31	0,40	0,65	2,17	3,93	3,92
Dépenses d'investissement (B)	1,88	4,92	-0,13	-3,81	11,41	3,13	13,51	2,13	-7,05
TOTAL (A+B-Epargne)	3,48	7,80	3,91	-8,68	19,04	-0,47	28,97	21,38	-11,68

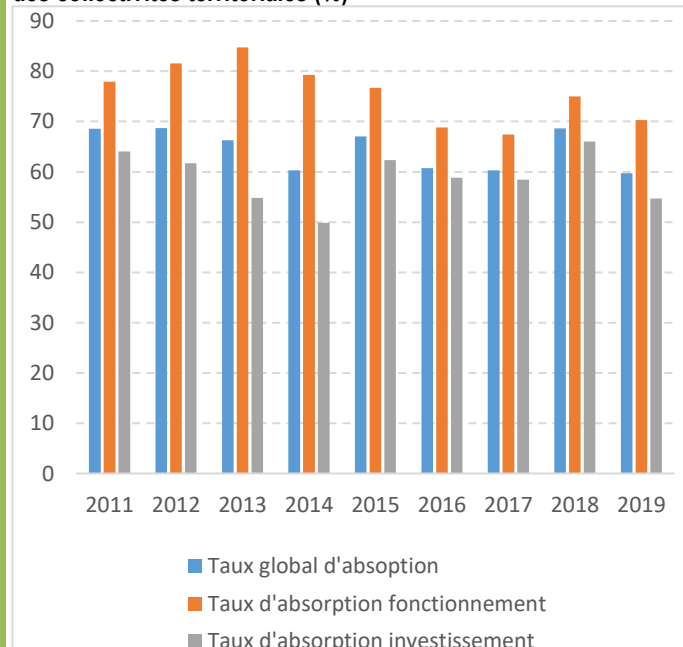
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.199: :Évolution des recettes et des dépenses des collectivités territoriales (milliards FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.20: : Évolution des taux d'absorption des dépenses des collectivités territoriales (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

V.8 Évolution des recettes et des dépenses des conseils régionaux¹¹

Points saillants :

- hausse des recettes totales du budget des Conseils régionaux en 2019;
- hausse des dépenses du budget des conseils régionaux en 2019;
- faible taux d'absorption des ressources par les conseils régionaux, en 2019.

Commentaire général

Évolution des recettes des conseils régionaux

En 2019, les recettes totales des conseils régionaux se sont établies à 13 437,80 millions de FCFA en hausse de 1 639,99 millions de FCFA par rapport à leur niveau de 2018 (11 797,81 millions FCFA).

Cette hausse est imputable principalement à l'augmentation des recettes des régions de l'Est (638,88 millions FCFA), du Centre-Est (523,11 millions FCFA), du Centre-Nord (395,06 millions FCFA), et des Hauts Bassins (259,79 millions FCFA). Les recettes totales du budget des Conseils régionaux ont connu une évolution quasi régulière de 2011 à 2019 avec une croissance annuelle moyenne de 6,1%.

Évolution des dépenses totales du budget des conseils régionaux

Les dépenses totales du budget effectuées par les Conseils régionaux en 2019 se sont élevées à 6 452,69 millions FCFA contre 6 064,15 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 6,4% (+388,54 millions FCFA). Cette hausse est imprimée essentiellement par celle du Conseil régional des Hauts-Bassins (+504,84 millions FCFA), du Centre-Est (+453,86 millions FCFA) et des Cascades (+206,52 millions FCFA). A contrario, les conseils régionaux du Centre-Sud, du Centre, du Nord et du Sahel ont enregistré des baisses respectives de 458,51 millions FCFA, 252,50 millions FCFA, 193,01 millions FCFA et 104,15 millions FCFA.

Les dépenses totales du budget des Conseils régionaux ont connu une tendance haussière de 2011 à 2019 avec une croissance annuelle moyenne de 4,4%.

Évolution des taux d'absorption des ressources des conseils régionaux

Le taux d'absorption en 2019, s'est situé à 48,0%. Ce taux est en baisse comparé à celui de 2018 qui s'était affiché à 51,4%. L'absorption des ressources reste assez faible dans la majorité des Conseils régionaux en 2019. Ce faible taux d'absorption global traduit les difficultés rencontrées par les conseils régionaux dans l'exécution de leurs budgets d'où la nécessité de les accompagner notamment en renforcement de capacités des acteurs chargés de l'exécution des dépenses.

Notes méthodologiques :

Taux d'absorption : Rapport entre les dépenses exécutées et les recettes mobilisées par les collectivités territoriales.

Région/Conseil régional : Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional.

Sources statistiques : Direction générale des Collectivités Territoriale/ MATD.

¹¹ Les données de 2020 n'étant pas disponibles, l'analyse s'est focalisée sur la situation de 2019.

Tableau V.17: Évolution du taux de variation des recettes par région / conseils régionaux (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Boucle du Mouhoun	8,4	-12,9	-5,5	20,7	-25,4	49,5	30,5	40,4	-2,4
Cascades	27,4	1,8	10,6	-7,6	10,5	-17,1	34,5	50,9	37,1
Centre	-29,6	16,9	-15,9	9,7	-1,7	-16,6	18,3	-10,2	-8,1
Centre-Est	-7,0	-6,4	21,2	5,4	95,9	-32,0	-0,2	-49,6	177,2
Centre-Nord	25,3	-1,7	7,3	18,9	13,0	22,9	-60,5	211,3	43,9
Centre-Ouest	14,8	2,7	21,8	-10,9	12,3	5,2	16,9	16,5	38,5
Centre-Sud	21,6	-18,2	-21,7	-12,5	-18,3	123,5	5,3	99,2	-67,6
Est	-0,1	21,4	-9,9	39,2	-3,5	28,1	1,8	-25,8	113,5
Hauts-Bassins	70,6	-21,6	43,7	-8,3	-18,6	-8,5	-3,3	-9,2	20,2
Nord	-11,2	8,8	55,2	-24,3	-20,1	108,1	-32,2	163,9	-0,5
Plateau Central	24,5	2,3	10,8	3,7	6,1	5,5	-6,0	120,7	15,2
Sahel	35,9	-12,9	-3,1	-12,4	-7,6	43,9	53,4	113,1	-10,5
Sud-Ouest	14,5	-10,6	-14,0	11,3	-31,9	31,9	139,7	65,7	-0,3
Ensemble	1,5	-0,7	4,9	2,5	-1,1	1,4	6,3	26,2	13,9

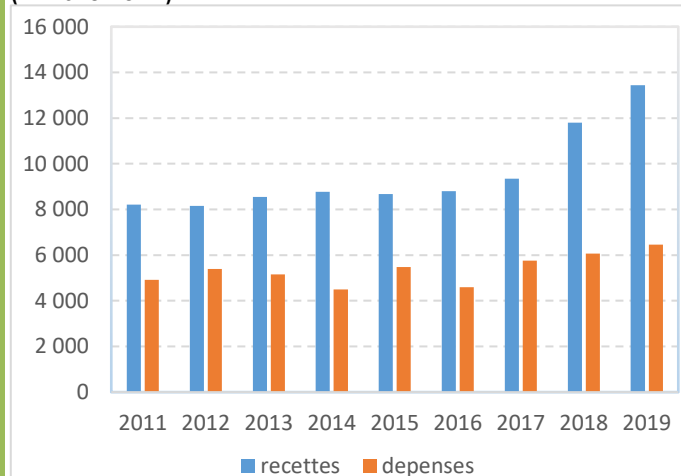
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau V.18: Évolution du taux de variation des dépenses par région / conseils régionaux (%)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Boucle du Mouhoun	41,8	12,0	-22,2	18,7	3,3	1,0	64,3	4,1	30,2
Cascades	3,3	9,6	0,6	16,9	21,3	-59,7	43,2	-28,8	200,7
Centre	-35,0	37,7	-37,5	2,6	-3,9	-40,3	7,3	36,1	-17,5
Centre-Est	12,1	-11,1	19,6	-62,7	745,5	-69,6	99,7	-47,2	193,6
Centre-Nord	155,1	34,7	-14,7	-9,4	114,1	107,7	-58,9	20,9	-16,7
Centre-Ouest	29,8	-10,0	40,5	-47,7	48,8	-5,8	89,9	16,3	-0,5
Centre-Sud	65,0	54,9	-34,0	-31,7	51,6	7,7	72,0	109,3	-75,7
Est	-18,9	76,2	-32,8	28,3	15,3	16,1	53,2	7,3	0,1
Hauts-Bassins	190,4	-48,5	134,2	-8,4	-25,5	-24,1	71,6	-51,9	101,2
Nord	-3,4	8,5	36,7	-38,9	12,5	80,3	-14,2	81,7	-38,1
Plateau Central	89,0	1,5	36,9	-47,1	171,8	16,4	-27,5	-35,5	44,3
Sahel	389,5	-15,8	77,6	-63,5	29,1	82,7	26,5	45,0	-23,1
Sud-Ouest	118,9	-1,1	-24,2	20,5	33,4	-37,4	176,0	-19,6	27,1
Ensemble	3,4	9,9	-4,5	-12,7	21,8	-16,1	25,0	5,4	6,4

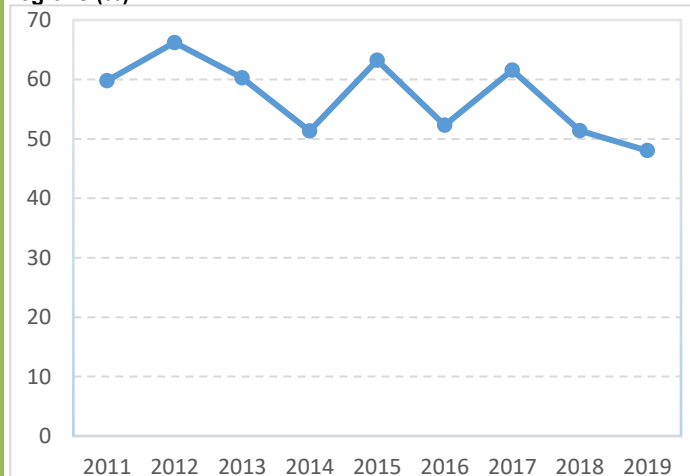
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.21: Évolution des recettes et dépenses des régions (millions FCFA)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique V.22: Évolution du taux d'absorption global des régions (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

VI. AUTRES STATISTIQUES DU MINEFID

VI.1 Indicateurs de la surveillance multilatérale

Points saillants :

- détérioration du ratio du solde budgétaire global, dons compris (base engagement) de 3, 0 points de pourcentage en 2020 ;
- hausse du ratio masse salariale sur recettes de 5,9 points de pourcentage en 2020 ;
- hausse de 4,9 points de pourcentage du ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal en 2020.

Commentaire général

La Performance au titre de la convergence macroéconomique (UEMOA)

En 2020, le **ratio du solde budgétaire global, dons compris (base engagement)** s'est situé à -5,3% contre -2,3% à fin 2019, en détérioration de 3 points de pourcentage. S'agissant du **taux d'inflation en moyenne annuelle**, il est ressorti à 1,9% contre -3,2% en 2019. Pour le **ratio de l'encours de la dette rapporté au PIB nominal**, il s'est établi à 47,1% contre 42,2% en 2019, soit une hausse de 4,9 points de pourcentage. Le **ratio masse salariale sur recettes fiscales** quant à lui s'est situé à 65,2% contre 59,3% en 2019, en hausse de 5,9 points de pourcentage. Concernant le **taux de pression fiscale**, il s'est légèrement dégradé de 1,6 point de pourcentage pour se situer à 13,5% en 2020. En outre, le **ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales** s'est établi à 31,6% contre 29,5% en 2019, en amélioration de 2,1 points de pourcentage.

Performance au titre de la convergence macroéconomique (CEDEAO)

En plus des trois premiers indicateurs de l'UEMOA qui sont suivis également au niveau de la CEDEAO, trois autres indicateurs macroéconomiques sont suivis. Il s'agit des **réserves extérieures brutes en mois d'importation**, de la **variation du taux de change nominal** et du **financement du déficit budgétaire par la Banque centrale**. Pour les **réserves extérieures brutes en mois d'importation**, le niveau réalisé en 2020 s'est légèrement amélioré pour s'afficher à 5,9 mois d'importation contre 5,7 mois en 2019. S'agissant de la **variation du taux de change nominal**, elle s'est située à 1,0% contre -2,8% en 2019. Concernant le **financement du déficit budgétaire par la Banque centrale**, le Burkina Faso n'a pas eu recours à un financement du déficit budgétaire par la Banque centrale.

Notes méthodologiques :

Réserves brutes en mois d'importation : ce critère vise la stabilité du taux de change. On estime en effet que la capacité d'une banque centrale à soutenir le cours de change de sa monnaie dépend du niveau de ses avoirs en devises dont l'accumulation est fonction de la performance des secteurs d'exportation et la qualité de la gestion du régime de change par la Banque Centrale.

Le taux de change nominal : Il exerce une grande influence sur le compte courant et sur la plupart des variables macroéconomiques et constitue à ce titre, une variable fondamentale dans toute économie ouverte. Aussi, la recherche de la stabilité des taux de change à travers ce critère a pour objectif de maintenir les effets des variations monétaires sur les prix relatifs des importations et des exportations des pays membres de la région.

Sources statistiques : Comité national de politique économique.

Tableau VI.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3	-5,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (%)	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2	47,1
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	59,3	65,2
Taux de pression fiscale (en %)	12,2	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,1	13,5
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	47,3	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6

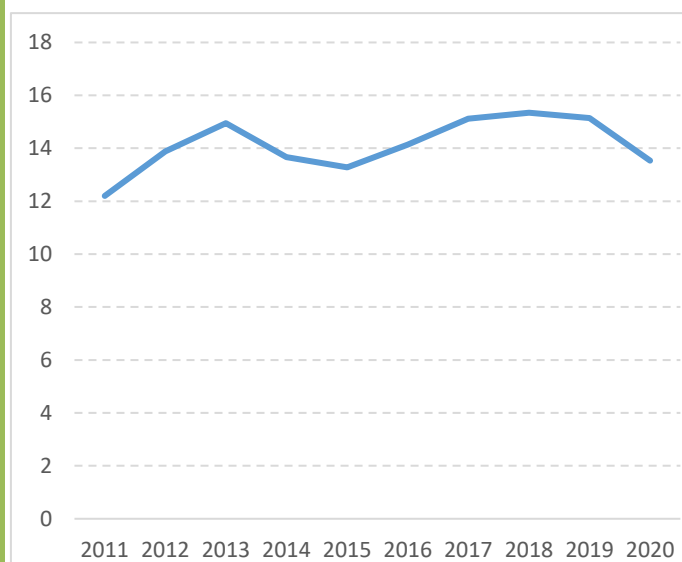
Source : Comité national de politique économique

Tableau VI.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement)/ (PIB)	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3	-5,3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	2,8	3,8	0,5	-0,3	1	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	7,1	6,5	4,7	4,6	5	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9
Ratio dette / PIB	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2	47,1
Variation du taux de change nominal*	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	47,3	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6
Taux de pression fiscale (en %)	12,2	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,1	13,5

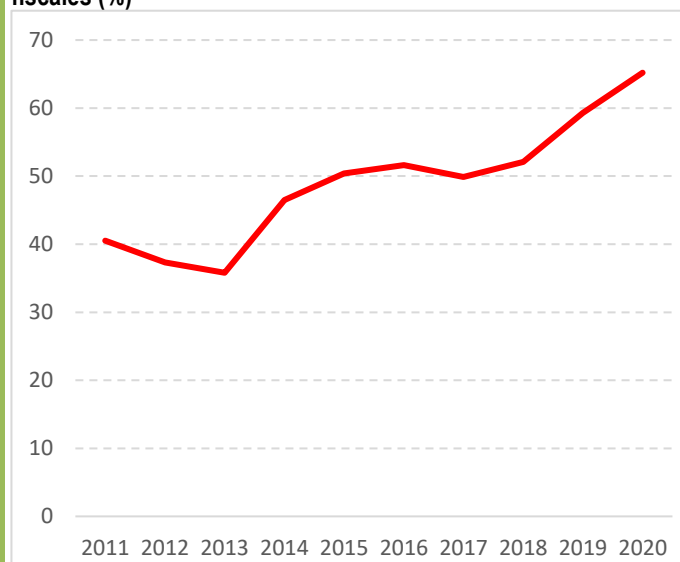
Source : Comité national de politique économique

Graphique VI.1: Évolution du taux de pression fiscale (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.2: Évolution de la masse salariale sur recettes fiscales (%)



Source : DGESE, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

VI.2 Situation d'exécution des marchés publics

Points saillants :

- hausse en nombre et en valeur des marchés publics conclus en procédure de droit commun en 2020 ;
- hausse du nombre de marchés publics conclus en procédure exceptionnelle en 2020.

Commentaire général

Évolution globale des marchés publics¹²

Au cours de l'année 2020, 970 marchés ont été conclus, en hausse de 8,9% (+79 marchés) par rapport à 2019. En valeur, les marchés se chiffrent à 323,52 milliards FCFA en 2020 contre 282,36 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 14,6%. Sur la période 2011-2020, l'analyse de l'évolution globale des marchés publics suivant le mode de passation présente une prédominance des marchés conclus selon la procédure de droit commun. Cette procédure a représenté en volume une moyenne annuelle de 82,1% et en valeur de 76,9%.

Marchés publics conclus selon la procédure de droit commun

Les marchés conclus selon la procédure de droit commun se sont chiffrés à 738 en 2020, en hausse de 37 marchés par rapport à 2019. Cette hausse est due principalement à la hausse des marchés publics conclus par appel d'offre ouvert (+64 marchés) et à ceux conclus par demande de prix (+10 marchés) ; la procédure de demande de proposition ayant enregistré une importante baisse (-37 marchés).

Sur la période sous revue, le nombre de marchés publics conclus selon cette procédure a connu une forte baisse entre 2011 et 2014, avant d'évoluer en dents de scie sur le reste de la période. En valeur, les marchés conclus selon cette procédure ont connu une évolution en dents de scie de 2011 à 2014, puis une baisse continue jusqu'en 2017. A partir de 2018, il est enregistré une hausse continue qui porte ainsi la valeur des marchés conclus à 229,16 milliards FCFA en 2020, représentant plus de 70% de l'ensemble des marchés conclus dans l'année.

Marchés publics conclus selon la procédure exceptionnelle

En 2020, le nombre de marchés conclus selon la procédure exceptionnelle a enregistré une hausse de 42 marchés pour s'afficher à 232 marchés. Cependant, en valeur, il est enregistré une baisse d'environ 40 milliards FCFA, liée à la baisse en valeur des marchés conclus par appel d'offre restreint (-66,52 milliards FCFA). Par mode de passation, il ressort qu'en 2020, 82 marchés publics ont été conclus par appel d'offre restreint pour un montant de 31,28 milliards FCFA et 150 marchés par entente directe pour un montant de 63,09 milliards FCFA. En somme, les marchés conclus selon la procédure exceptionnelle représentent 23,9% en nombre et 29,2% en valeur du montant total des marchés publics conclus. En rappel la norme sur les marchés conclus selon la procédure exceptionnelle en nombre et valeur est de 15% au maximum.

Sur la période 2011-2016, le volume des marchés conclus selon la procédure exceptionnelle a connu une évolution erratique passant de 156 à 58 marchés. À partir de 2017, il entame une tendance haussière pour le reste de la période. Cette hausse s'explique par la mise œuvre de la politique d'allègement des conditions de recours à la procédure d'entente directe pour la passation des marchés publics et des délégations de service public dans le cadre de l'exécution des projets et programmes d'investissements et du Programme d'urgence pour le sahel (PUS-BF).

Sur la période 2011-2020, un montant de 48,42 milliards FCFA en moyenne annuelle a été utilisé dans la conclusion des contrats liés à cette procédure.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Procédure de droit commun : il s'agit des marchés publics conclus par Appel d'offre ouvert, Demande de prix, Demande de proposition suivi de manifestation d'intérêt.

Procédure exceptionnelle : il s'agit des marchés publics conclus par entente directe (gré à gré) ou par Appel d'offre restreint.

Sources statistiques : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, base de données

¹² Les marchés conclus au niveau des EPE, des Collectivités Territoriales, des Maitrises d'Ouvrage Délégées depuis 2011, ne sont pas pris en compte dans les statistiques.

Tableau VI.3 : Évolution de la variation des marchés publics en nombre par mode de passation

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appels d'offres ouverts	539	-124	-507	-159	7	-79	64	140	-59	64
Demandes de prix	860	-631	-481	-122	38	-3	71	179	-30	10
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	119	-20	-94	-1	12	-23	-6	42	22	-37
Appels d'offres restreints	-5	30	-31	17	-45	-16	0	11	47	19
Entente directe (gré à gré)	57	8	-48	-9	40	-44	9	102	-37	23
Total	1 570	-737	-1161	-274	52	-165	138	474	-57	79

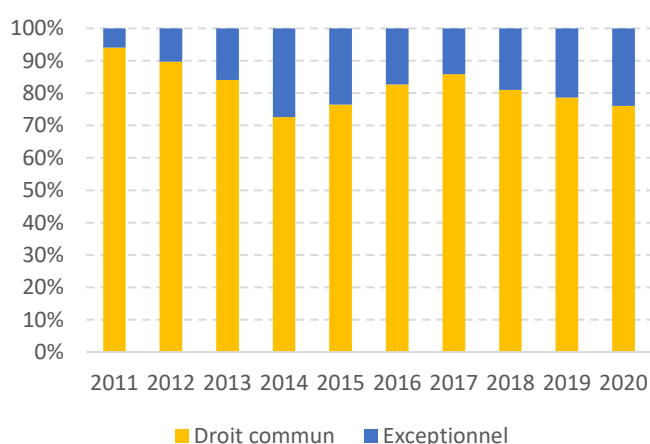
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Tableau VI.4 : Évolution de la variation des marchés publics en valeur par mode de passation (milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Appels d'offres ouverts	-115,82	76,00	-65,31	128,22	-126,40	-12,37	-68,38	84,25	10,38	85,27
Demandes de prix	3,54	-2,08	-2,11	-1,30	0,32	0,02	1,64	3,02	-0,28	-1,45
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	-1,73	9,60	-9,50	4,31	4,09	1,38	-12,48	6,66	0,34	-3,09
Appels d'offres restreints	-0,55	4,49	-2,22	12,54	-23,44	-5,77	-0,06	7,90	89,42	-66,52
Entente directe (gré à gré)	-6,16	20,27	-9,25	-6,31	43,09	-40,44	6,67	-7,62	23,83	26,94
Total	-120,73	108,29	-88,38	137,45	-102,34	-57,17	-72,63	94,22	123,68	41,16

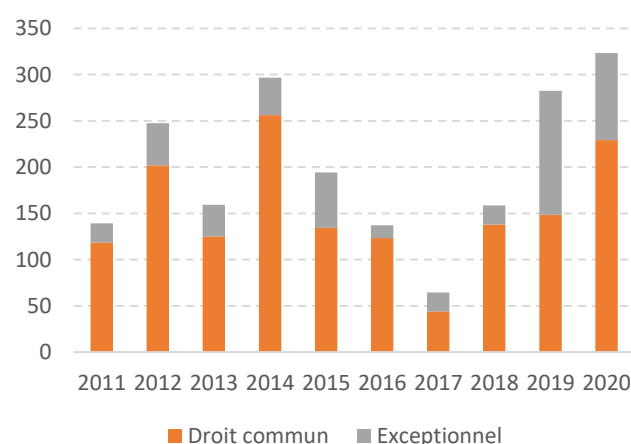
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.3 : Evolution de la structure des marchés publics en volume par type (%)



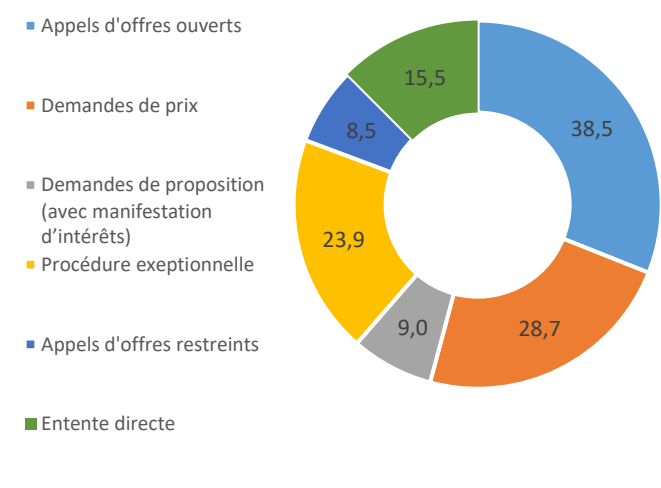
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.4 : Evolution des marchés publics conclus en valeur par type (milliards FCFA)



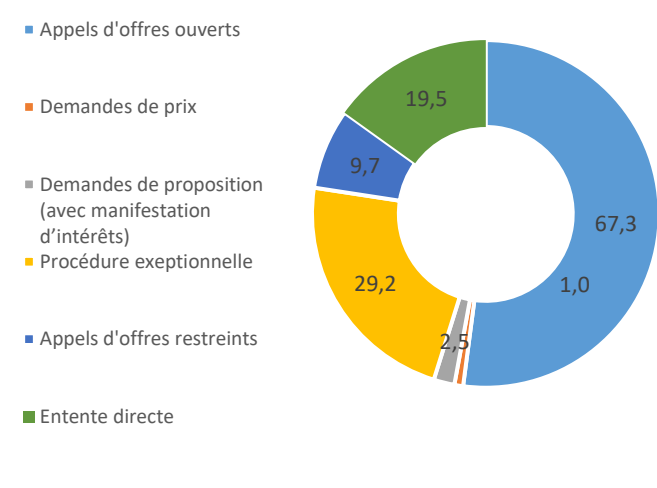
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.5 : Répartition des marchés publics conclus en volume en 2020 par mode de passation (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.6 : Répartition des marchés publics conclus en valeur en 2020 par mode de passation (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

VI.3 Indicateurs des Systèmes Financiers Décentralisés

Points saillants :

- hausse des membres/clients des SFD de 10% (141 211) en 2020 ;
- baisse du nombre de points de services en 2020 ;
- augmentation des créances en souffrance de 61,8% en 2020.

Commentaire général

Nombre de Systèmes financiers décentralisés et points de services

En 2020, trois (03) Systèmes financiers décentralisés (SFD) ont été agréés portant ainsi le nombre à 135. Sur la période 2011-2020, le nombre de SFD a connu une baisse continue jusqu'en 2018, avant de s'inscrire en hausse pour le reste de la période. La tendance baissière de la première partie de la période s'explique par les effets de l'application de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD qui vise, d'une part, l'assainissement du domaine et, d'autre part, la fusion de certains SFD suite aux recommandations de l'étude commanditée par la coopération canadienne en 2009. En 2019, il est enregistré une baisse du nombre de point de services due aux opérations de restructuration de l'Association de promotion de la finance inclusive (APFI) et du Réseau des caisses populaires du Burkina (RCPB) à cause de l'insécurité et de la faiblesse de la rentabilité. En plus de ces raisons, il faut noter que certains SFD n'ont pas transmis leur état financier ce qui ne permet pas d'établir leur nombre de point de service. Aussi, l'assainissement du fichier a permis d'extraire les SFD non fonctionnels.

Membres/clients

En 2020, le nombre de membre ou client est de 1 560 437 en hausse de 141 211 membres/clients (+10,0%) par rapport à 2019 contre une baisse de 29,8% enregistrée une année plus tôt. La baisse enregistrée en 2019 est due à la fermeture des comptes inactifs opérée par le RCPB. Sur la période 2011-2018, il est constaté une tendance haussière du nombre de membres ou clients des SFD, avec une moyenne annuelle de 7,1%. Selon le profil, les membres/clients de sexe masculin ont représenté 51,5% de l'effectif total en 2020 en baisse de 1,3 points de pourcentage au profit des groupements. Quant aux femmes, leur nombre est resté quasi-stable sur l'ensemble de la période sous revue, avec une part moyenne de 29,7% par an.

Encours de l'épargne-Encours du crédit

En 2020, l'encours de l'épargne s'est établi à 305,53 milliards FCFA en hausse de 21,7% par rapport à 2019 (+54,39 milliards FCFA). Sur la période 2011-2020, l'encours de l'épargne a augmenté d'environ 221,42 milliards FCFA, avec une hausse moyenne annuelle de 16,1%.

Concernant l'encours du crédit, il s'est situé à 227,70 milliards FCFA en 2020, en hausse de 13,7% par rapport à 2019 représentant 27,36 milliards FCFA. Sur la période 2011-2020, il ressort un taux de croissance annuel moyen de 13,1%. Ces hausses s'expliquent en partie par la mise en œuvre du plan national de l'éducation financière dont le plan d'actions a pour but d'organiser des formations en éducation financière dans toutes les régions du Burkina Faso.

Indicateurs de qualité du portefeuille

Le portefeuille à risque de 90 jours (PAR 90) est passé de 4,4% en 2019 à 5,1% en 2020 supérieur à la norme de la BCEAO qui est au maximum de 3%. Ceci met en évidence une dégradation du portefeuille et la difficulté des SFD à se refinancer car ce ratio fait partie des conditions des structures de refinancement. S'agissant des créances en souffrance, elles ont enregistré une hausse de 5,54 milliards FCFA par rapport à 2019 pour se situer à 14,51 milliards FCFA en 2020. De 2011 à 2015, elles ont connu une tendance haussière, puis une tendance baissière entre 2016 et 2018. En moyenne, sur la période 2011-2020, les créances en souffrance s'affichent à 6,58 milliards FCFA par an.

Note méthodologique :

Concepts : Voir Glossaire

Système Financier Décentralisé : c'est une institution dont l'objet principal est d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers tels que définis par la loi portant réglementation bancaire et habilitée aux termes de la loi n°023-2009/AN du 14 mai 2009 portant réglementation des SFD à fournir ces prestations.

Taux d'accès à la microfinance : il représente la proportion de la population adulte (âgée de 15 ans et plus) détentrice d'un compte dans les institutions de microfinance.

Source statistique : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

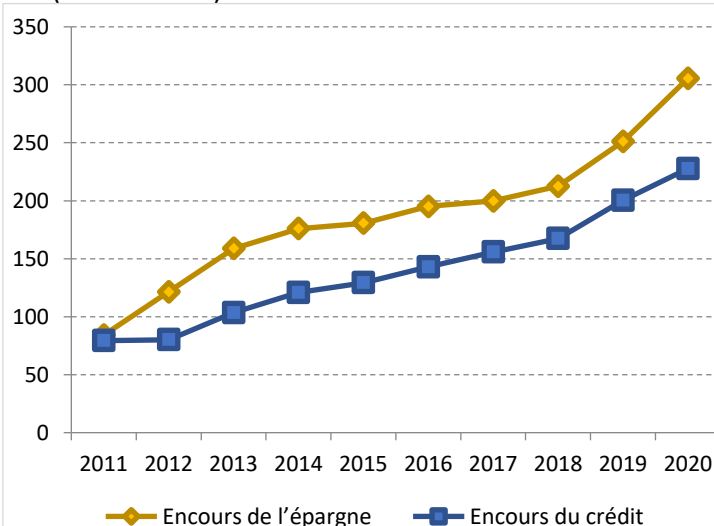
Tableau VI.5: Indicateurs des systèmes financiers décentralisés

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de SFD	155	154	154	151	134	133	125	125	132	135
Membres/clients	1 212 101	1 388 526	1 501 898	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 889 641	2 020 346	1 419 136	1 560 347
Hommes	691 105	721 395	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 079 217	1 150 301	748 538	802 894
Femmes	337 780	357 637	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901	529 089
Groupements	183 216	309 494	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697	228 364
Encours de l'épargne	84,11	121,36	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14	305,53
Encours du crédit	79,38	80,12	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34	227,70
Créances en souffrance (en milliards FCFA)	3,76	3,49	4,46	5,8	7,92	5,9	6,28	4,74	8,97	14,51
PAR 90 jours (en %)**	4,74	4,09	4,64	5,6	6,55	5,6	4	2,83	4,44	5,11

Source : DGTCP/SP-PMF

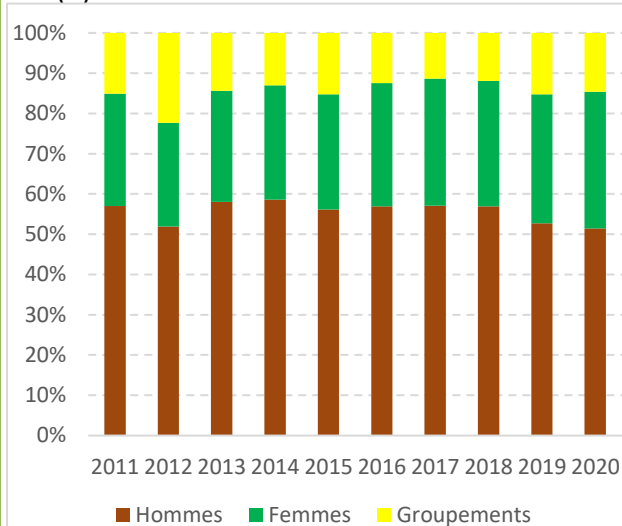
(**) PAR 90 jours= Portefeuille à risque de plus de 90 jours

Graphique VI.7: Evolution de l'encours de l'épargne et du crédit des SFD (milliards FCFA)



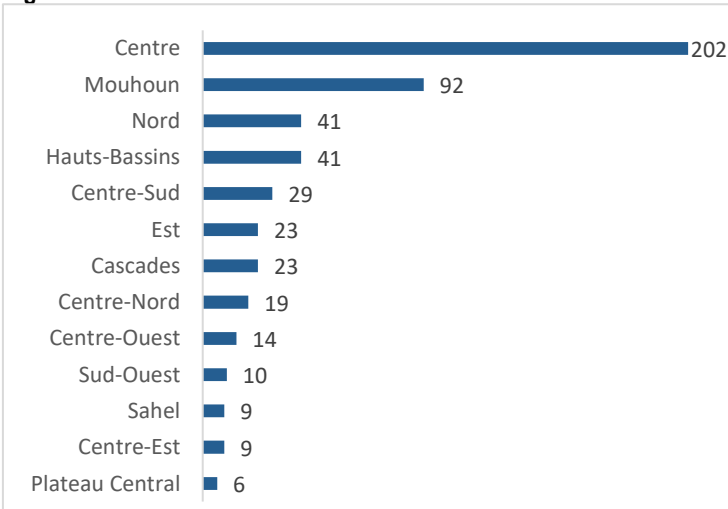
Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.8: Evolution du profil des clients /membres des SFD (%)



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

Graphique VI.9: Répartition des points de services agréés de SFD par région en 2019



Source : DGEES, à partir des données de l'annuaire statistique 2020 de l'économie et des finances

CONCLUSION

L'environnement socioéconomique du Burkina Faso a été caractérisé en 2020 par une situation sécuritaire et sanitaire difficile marquée par les attaques terroristes et la pandémie à coronavirus. Ce contexte difficile a eu un impact négatif sur l'activité économique qui a enregistré une croissance du PIB réel de 1,9% contre 5,7% en 2019. Cette contraction du rythme de la croissance s'explique principalement par la récession de l'activité au niveau du secteur tertiaire.

Au niveau de la production statistique, le MINEFID a poursuivi le suivi des indicateurs de performances des secteurs réel, monétaire, extérieur et des finances publiques. Ainsi, la quasi-totalité des indicateurs de suivi des politiques et programmes ont été calculés par les structures productrices de données et mis à jour dans l'annuaire statistique de l'économie et des finances. La production des données dans les secteurs ci-dessus cités a rendu possible leur analyse suivant différents angles dans le présent document.

Globalement, l'analyse fait ressortir une contreperformance en 2020 de l'ensemble des secteurs de l'économie par rapport à l'année précédente. Le ralentissement de l'activité économique a été marqué entre autres par la baisse de la mobilisation des recettes propres. Pour y remédier, des efforts doivent être poursuivis en vue de relever les défis liés à la mobilisation des ressources.

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire (FAO) Fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 25% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral). (L'élément don a été revu au taux de 35%).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre évaluée économiquement la plus avantageuse, sans négociation, sur la base de critères préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appuis financiers de l'État	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Il est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'État et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ;

Concepts	Définitions
	5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des banques commerciales avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire ; si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	État statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus	Différence entre les revenus des travailleurs expatriés et les revenus d'investissements (intérêts et dividendes).
Balance des transferts courants	Compte regroupant les dépenses et revenus d'aide publique au développement, les contributions aux organisations internationales, les transferts des émigrés / immigrés. Le solde du compte des transactions courantes est le compte le plus commenté et celui retenu par le FMI.
Cadre budgétaire à moyen terme	C'est le cadre préparatoire au CDMT global. Il met en cohérence les grandes masses de ressources et de dépenses à l'effet de s'assurer de la cohérence et de la soutenabilité du cadre budgétaire. Il offre un cadre de préparation du budget cohérent à travers la conciliation des ambitions globales de dépenses et les possibilités financières du budget de l'Etat issues d'un cadrage macroéconomique dument élaboré. Il permet de s'assurer également du respect des différentes normes (soutenabilité du déficit, respect des différents engagements du gouvernement, efficacité du système de prélèvement fiscal...).
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Élément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus et la balance des transferts courants.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les IDE, les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations

Concepts	Définitions
	de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État
Créances en souffrances	Les créances en souffrance sont constituées des créances immobilisées, des créances impayées et des créances douteuses. Les créances immobilisées sont des créances échues depuis plus de trois mois mais dont le recouvrement final, sans être compromis, ne peut être effectué immédiatement.
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Créances intérieures	Somme des créances sur l'économie et des créances nettes des institutions de dépôts sur l'Administration Centrale
Créances sur l'économie	Ensemble des créances détenues par la BCEAO et les Autres Institutions de Dépôt sur les sociétés non-financières publiques et privées, les sociétés financières non collectrices de dépôt, les ménages, les ISBLM et les administrations locales
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises n'excédant pas les seuils définis à l'article 6 du décret 2017-049/PRES/PM/MINEFID du 1 ^{er} février 2017.
Demande de proposition avec manifestation d'intérêt	Procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est pas physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses courantes (salaires et traitements, charges de la dette publique, fonctionnement et transferts courants) et en dépenses en capital
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institution, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA.....)
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.

Concepts	Définitions
Dépenses ordinaires	Somme de la charge de la dette et des dépenses en atténuation de la dette, dépenses de personnel, dépenses de fonctionnement et les transferts courants
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est constitué aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un État auprès d'un autre État
Dette extérieure	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dette intérieure (ou domestique)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dette intérieure contractuelle	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents ; Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes titrisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale
Dette intérieure flottante	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Brettons Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dette multilatérale	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dette publique	Dette résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dette publique extérieure	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Elément don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité de la dette.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés

Concepts	Définitions
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette
Epargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur recettes de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les recettes de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations FOB	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts. Le financement a une importance particulière : il voudrait montrer les origines des ressources qui ont pu financer des dépenses supérieures aux recettes et dons (lorsqu'il y a déficit) ou les emplois des ressources qui ont dépassé les dépenses. Les opérations de financement ont la même fonction que les recettes et les dons : elles permettent à l'Etat d'engager des dépenses. Mais, une opération de financement crée une dette que l'Etat devra rembourser.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ». D'après le SCN de 1993, les acquisitions nettes de biens de valeur font également partie de la formation de capital.
Gré à gré	C'est lorsque l'autorité contractante engage sans formalité des discussions avec un fournisseur dans le but de conclure un contrat. Il y a six (6) cas pour recourir au gré à gré plus un cas exceptionnel (consultant individuel) : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. urgence impérieuse motivée par des circonstances imprévisibles ou de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les procédures d'appel d'offres et de demande de prix, nécessitant une intervention immédiate, et

Concepts	Définitions
	lorsque l'autorité contractante n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est inférieur à cent millions (100.000.000) F CFA toutes taxes comprises. 7. Le cas particulier : consultant individuel reconnu ayant une compétence affirmée dans le domaine.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la Source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices

Concepts	Définitions
	élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.
Investissement, équipement	Acquisitions d'immobilisations incorporelles, de terrains, d'immeubles (bureaux, logements, ouvrages et infrastructures), de meubles (matériel et outillages techniques, matériels de transport en commun et de marchandises, stocks stratégiques ou d'urgence, cheptel, etc.), prises de participations, placements et cautionnements.
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs à l'étranger (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement ; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc.
Loi de finances initiale	Loi prévoyante et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (MM)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Elle recouvre les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire + dépôts à vue) et quasi monétaires (comptes d'épargne et dépôts à terme).
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.

Concepts	Définitions
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Portefeuille à risque de 90 jours (PAR 90)	Il s'agit de l'encours des crédits affichant au moins 91 jours de retard rapporté au Portefeuille de crédit total.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ; le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte
Programmation triennale d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Ratio de soutenabilité de la dette par rapport aux recettes d'exportation	Rapport entre le service de la dette et le total des recettes d'exportation de biens et services (non facteurs de production). Elle mesure le poids de la charge de la dette par rapport aux exportations de biens et services (non facteurs de production).
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de Sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.

Concepts	Définitions
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrit au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Région/conseil régional	Subdivision du territoire dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Elle est une entité d'organisation et de coordination de développement administrée par un président de conseil régional
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1 pour milles sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la Source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/ EXT)	Idem aux retenues à la Source
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la Source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royaltie ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière ; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en

Concepts	Définitions
	prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.
Solde budgétaire de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde budgétaire de base soutenable	Solde budgétaire de base cohérent avec la préservation de la viabilité de la dette et de la soutenabilité des finances publiques notamment le maintien durable du ratio « service de la dette sur recettes budgétaires » en deçà du seuil requis (actuellement de 15%).
Solde global (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédents si les ressources sont supérieures aux dépenses, déficit dans le cas contraire).
Solde global de base	C'est le solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. Cet indicateur permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde global hors dons	Différence entre les recettes Totales et les dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde primaire	Ce solde est la différence entre les recettes totales et les dépenses sur ressources propres de l'Etat hors paiements d'intérêts. Les paiements d'intérêts ne peuvent pas être modifiés à court terme du fait que l'encours de la dette est constant durant l'exercice de la dette. Il s'agit d'une dépense non discrétionnaire.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	Taxe perçue sur le ciment importé
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.

Concepts	Définitions
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme dû est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Avant 2003, il était intitulé « charge de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes » Charge financière de la dette à compter de 2017
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Avant 2003, il était intitulé « dépenses de matériels » Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement » Dépense de biens et service à partir de 2017
Titre4	Transferts courants
Titre5	Avant 2003, il était intitulé « dotation, amortissement de la dette publique » Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat »
Titre6	Transfert en capital
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

CHIFFRES CLES DU SECTEUR « ECONOMIE ET FINANCES »

Tableau 01: Évolution de la population

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Burkina Faso	16 248 558	16 779 206	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 870 060	21 510 181
Homme	7 839 350	8 095 324	8 357 967	8 627 830	8 904 256	9 187 904	9 478 805	9 777 136	10 082 776	10 395 705
Femme	8 409 208	8 683 882	8 964 829	9 252 556	9 546 238	9 846 493	10 153 342	10 466 944	10 787 284	11 114 476

Source: DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 02: Évolution de quelques données socio-économique

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB aux prix constant (en milliards FCFA)	5 729,21	6 098,90	6 452,18	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 869,14	9 060,23
Croissance réelle du PIB (%)	6,62	6,45	5,79	4,33	3,92	5,96	6,20	6,60	5,69	1,93
PIB réel / Habitants (en milliers FCFA)	350,36	382,21	383,32	385,03	379,14	399,55	417,24	435,98	454,19	479,88

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 03: Évolution des recettes budgétaires (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes ordinaires	832,34	997,76	1 096,46	1 051,23	1 033,40	1 201,79	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98
Recettes extraordinaires	233,99	223,71	328,49	378,42	269,04	403,13	122,17	151,55	144,97	291,24
Total des recettes	881,54	1 056,06	1 326,24	1 474,88	1 320,28	1 436,53	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22
Dépenses ordinaires	690,94	907,81	907,03	1 037,43	1 100,33	1 279,07	1 299,24	1 382,70	1 612,32	1 665,87
Dépenses en capital	453,01	654,65	761,88	520,46	441,89	535,88	673,37	564,76	525,31	737,04
Total des dépenses	1 143,95	1 562,46	1 668,91	1 557,89	1 542,22	1 814,95	1 972,61	1 947,45	2 137,63	2 402,91

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 04 : Évolution de l'encours de la dette publique du Burkina Faso (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette	1 324,41	1 459,57	1 642,26	1 733,76	1 935,95	2 188,52	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53
Dette extérieure	1 172,21	1 290,56	1 295,98	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57	2 464,25
Dette intérieure	287,36	351,69	437,78	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42
Service de la dette	68,09	92,55	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53
Service de la dette extérieure	29,61	37,42	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91
Service de la dette intérieure	38,48	55,13	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 05 : Évolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financements

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Aide projet (en millions de \$US)	753,54	716,87	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31
Appui budgétaire (en millions de \$US)	371,02	347,96	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09
Aide alimentaire (en millions de \$US)	10,68	52,97	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46
Assistance et secours d'urgence (en millions de \$US)	4,51	45,05	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80
Total APD (en millions de \$US)	1 139,74	1 162,85	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66
Total APD (en milliards de F CFA)	526,73	583,00	577,58	555,88	553,70	648,60	660,22	800,73	907,41	1 233,00

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 06 : Évolution des opérations financières de l'Etat (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Recettes totales et dons	1 047,29	1 276,41	1 441,75	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 975,34
Dépenses totales et prêts nets	1 166,04	1 452,87	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 499,95
Solde courant	165,36	170,15	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-65,23
Solde global base engagements	-118,75	-176,46	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-524,61
Solde global base caisse	-105,57	-104,18	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 07 : Balance des paiements (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	-75,58	-82,86	-664,56	-493,24	-529,37	-462,37	-412,10	-369,26	-306,92	326,65
Compte de capital	91,07	137,78	238,41	200,19	153,77	150,14	172,84	175,84	125,93	211,62
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	15,49	54,92	-426,15	-293,05	-375,60	-312,22	-239,26	-193,43	-180,99	538,27
Compte financier	-32,91	61,70	-282,93	-163,49	-654,87	-554,91	-490,73	-313,22	-252,60	60,73
Solde global	44,12	-3,37	-147,02	-132,92	283,57	239,40	246,98	116,29	67,41	475,13

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 08 : Situation des institutions monétaires (en milliards FCFA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Avoirs extérieurs nets	449,61	543,65	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20
Créances nettes sur l'administration centrale	-11,43	-16,53	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93
Créances sur la Banque Centrale	155,76	147,36	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83
Créances sur les autres secteurs	1 026,02	1 257,67	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58
Engagements envers la banque centrale	153,60	219,95	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 09: Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (UEMOA)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3	-5,3
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (%)	2,8	3,8	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2	47,1
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	40,5	37,3	35,8	46,5	50,4	51,6	49,9	52,1	59,3	65,2
Taux de pression fiscale (en %)	12,2	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,1	13,5
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	47,3	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 10 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence macroéconomiques (CEDEAO)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) / (PIB)	-2,1	-2,8	-3,2	-1,6	-1,9	-3,3	-6,9	-5,6	-2,3	-5,3
Taux d'inflation en moyenne annuelle	2,8	3,8	0,5	-0,3	1	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	7,1	6,5	4,7	4,6	5	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9
Ratio dette / PIB	24,7	24,9	25,4	27,4	30,9	32,3	33,4	37,7	42,2	47,1
Variation du taux de change nominal*	1,4	-4,8	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0
Ratio investissements sur ressources propres/recettes fiscales	47,3	45,2	50,1	35,0	32,5	31,5	46,1	33,0	29,5	31,6
Taux de pression fiscale (en %)	12,2	13,9	14,9	13,7	13,3	14,1	15,1	15,3	15,1	13,5

Source : DGEES, Annuaire statistique 2019 de l'économie et des finances

Tableau 11 : Évolution de quelques indicateurs clés entre 2018 et 2019

Indicateurs clés	2019	2020
PIB (courants en milliards FCFA)	9 479,0	10 322,3
Taux de croissance du PIB réel (%)	5,7	1,9
PIB réel par habitant (FCFA)	454,2	479,9
Service de la dette extérieure / Exportations (%)	3,9	2,9
Service de la dette extérieure / Recettes budgétaires hors dons (%)	4,6	3,8
Encours de la dette publique/PIB nominal (%)	48,0	47,2
Aide publique/PIB nominal (%)	9,6	11,9
Aide publique par habitant (en milliers de FCFA)	43,5	57,3
Masse salariale/recettes fiscales (%)	57,3	65,2
Taux de pression fiscale (%)	15,1	13,5
Taux d'inflation (%)	-3,2	1,9

ANNEXE 1 : ÉQUIPE D'ÉLABORATION DU TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES 2020

NOM ET PRÉNOMS	FONCTION	CONTACTS
SANE/CONGO Aïssata	Directrice générale des études et des statistiques sectorielles	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
NANEMA Marcellin	Directeur des statistiques sectorielles	71 50 13 90 nanemamarcelin@yahoo.fr
GANSONRE Ismaël	Chef de service de production statistiques	78 07 44 65 igansonre@yahoo.fr
OUEDRAOGO Franck Edouard	Chef de service de développement statistiques	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
NIKIEMA Joseph	Chargé de production des statistiques économiques et financières	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
BAYALA Bouboualé	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
OUEDRAOGO Mahamadi	Chargé de production des statistiques économiques et financières	61 21 21 62 mahamadijn@gmail.com
ZIBA Didier Arnaud	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 33 30 10 zibarnodidier@gmail.com
OUEDRAOGO A. Guélilou	Chargé de production des statistiques économiques et financières	70 85 89 08 agsoro0@gmail.com

ANNEXE 2 : LISTE DES PARTICIPANTS À L'ATELIER DE VALIDATION DU TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES 2020

N°	NOM ET PRENOMS (S)	SEXE	STRUCTURE	CONTACTS (E-mail et tél)
1.	SANE/CONGO Aïssata	F	DGESS	70 29 45 38 saneaissata@yahoo.fr
2.	NANEMA Marcellin	M	DGESS	71 50 13 90 nanemamarcellin@yahoo.fr
3.	BAYALA Bouboualé	M	DGESS	70 44 58 08 bayalaboubouale@gmail.com
4.	OUEDRAGO Franck Edouard	M	DGESS	78 12 58 40 ouedraogofranck98@yahoo.com
5.	NIKIEMA Joseph	M	DGESS	78 26 02 19 Josephnikiema09@gmail.com
6.	OUEDRAOGO Mahamadi	M	DGESS	61 21 21 62 mahamadijb@gmail.com
7.	OUEDRAOGO Ousséni	M	DGB	78 85 09 90 ouedraogoousseni2020@gmail.com
8.	MALO Pascaline	M	DGESS	76 44 65 14 pascaline.malo@gmail.com
9.	ZIBA Didier Arnaud	M	DGESS	70 33 30 10 zibarnodidier@gmail.com
10.	SENI Yves Innocent	M	DGTCP/RG	72 78 67 44 yveseni@gmail.com
11.	KOLA Paul	M	DG-CMEF	70 47 77 57 koladpscep@gmail.com
12.	BAMOGO Jean Paul	M	DAF/SEBC	70 84 07 77 bwsamq@yahoo.com
13.	ZALLE Hamadé	M	DGTCP/DDP	70 13 19 72 hamade.poko@gmail.com
14.	KABORE Roland	M	DGTCP/DSOFE	70 49 82 42 rolandkabore@gmail.com
15.	OUEDRAOGO Kadiatou R.	F	DRH	71 18 61 20 ouedkadia1989@yahoo.com
16.	SAWADOOGO Lassinin	M	DGD	76 91 24 88 slassinin@yahoo.fr
17.	SOULAMA Tiakoumbié	M	DGI	74 66 78 18 soulamatiak2014@gmail.com
18.	OUEDRAOGO Joseph	M	DGEP/DPAM	71 65 25 24 ioseoued2@gmail.com
19.	GANSOMRE Ismael	M	DGESS	73 75 25 03 igansonre@yahoo.fr
20.	ZIBA Y. Aubin	M	DGESS	78 11 50 61 aubin.ziba@yahoo.com
21.	ZONGO Alexis	F	DGESS	70 01 55 40 alexiszongo@yahoo.fr
22.	KABORE Guétarim	F	DGESS/SFM	71 10 10 87 kaboreguetarim@yahoo.fr
23.	OUEDRAOGO W Justin	M	BCEAO	70 08 97 50 jwpouedraogo@bceao.int
24.	GUIGMA Payédé.	M	DGESS	76 77 36 70 rguigma1@gmail.com
25.	BAYALA Firmin	M	DGCOOP	70 53 72 74

N°	NOM ET PRENOMS (S)	SEXE	STRUCTURE	CONTACTS (E-mail et tél)
				firmbayal@gmail.com
26.	OUEDRAOGO W. Claver	M	MATDC/DGCT	70 53 93 83 inladwecan@gmail.com
27.	KI/OUEDRAOGO Fatoumata	F	SP-PIF	70 00 33 13 Fati_oueder@yahoo.fr
28.	SEGUEDA P. N. Théophile	M	INSD	70 06 16 80 theosequeda@yahoo.fr
29.	BOUDA/ YAMEOGO T.Odette	F	SP/CNPE	70 70 83 30 ytodette@yahoo.fr
30.	ZOUNGRANA Daouda	M	PAGPS	daoudaz81@yahoo.fr